

INPRECOR

Numéro 205 du 21 octobre 1985 - 12FF - 85FB - 4FS



ARGENTINE : Le gouvernement Alfonsín,
des promesses électorales au plan d'austérité

Sommaire du numéro 205 du 21 octobre 1985

3	AFRIQUE DU SUD	L'étape actuelle de la mobilisation contre le régime raciste, résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale.	DOCUMENT
4	—	Appel pour une campagne internationale de solidarité avec les luttes anti-apartheid, résolution du SU de la IVe Internationale.	DOCUMENT
5	—	Solidarité anti-apartheid.	INPRECOR
6	YUGOSLAVIE	Crise économique et réveil de la classe ouvrière.	Michèle LEE
8	—	Les derniers développements dans l'affaire des « six » de Belgrade.	Michèle LEE
9	ARGENTINE	Le procès des chefs militaires ; entretien avec un ancien prisonnier politique.	Propos recueillis par Daniel JEBRAC
11	--	Le jugement des juntes : un enjeu entre la manœuvre officielle et la lutte populaire démocratique.	Horacio MIGUENS
17	--	Appel à débattre des voies de l'unité populaire pour la démocratie et la libération.	DOCUMENT
18	—	Le plan austral, austérité de choc, licenciements et gel des salaires.	Juan ROBLES
20	PHILIPPINES	Les bases américaines, un enjeu stratégique ; entretien avec un représentant du mouvement de la paix philippin.	Propos recueillis par Paul PETITJEAN
24		NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE URSS : La dissidence en Ukraine. MEXIQUE : L'action du PRT face au tremblement de terre. PAYS-BAS : Pétition populaire contre les missiles. ETAT ESPAGNOL : Les nôtres : Manuel Sacristan.	
28	POLOGNE	Des militants de Solidarité en grève de la faim	Arthur WILKINS

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF. Afrique et Amériques : 330 FF. Asie : 360 FF.

Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

L'étape actuelle de la mobilisation contre le régime raciste

Résolution du Secrétariat unifié (SU) de la IV^{ème} Internationale du 5 octobre 1985.

La nouvelle montée des luttes en Afrique du Sud s'inscrit dans le cadre général de la crise de domination impérialiste, ce qui ouvre donc un nouveau front qui peut accroître les difficultés de la contre-offensive impérialiste entre autres en Amérique centrale. Le mouvement de masse sud-africain avait déjà été stimulé par la défaite du colonialisme portugais en Angola et au Mozambique. Aujourd'hui ce sont les luttes contre l'apartheid en Afrique du Sud même qui constituent l'aile la plus avancée des luttes anti-impérialistes dans toute l'Afrique noire.

La nouvelle vague de mobilisations populaires en Afrique du Sud constitue un élément de première importance pour l'ensemble des luttes anti-impérialistes de par le monde. Les gouvernements impérialistes et le grand capital ont tous pris la mesure du danger et chacun cherche d'une manière ou d'une autre à colmater la brèche qui est en train de s'ouvrir en Afrique du Sud.

La place de l'Afrique du Sud dans le dispositif contre-révolutionnaire de l'impérialisme est considérable comme l'est aussi l'importance de ses intérêts économiques dans ce pays. Le régime sud-africain a joué en permanence le rôle de bras armé de l'impérialisme en Afrique australe et a même contribué à armer des dictatures latino-américaines. De tout ceci découle la place considérable que peut occuper à l'avenir une montée révolutionnaire en Afrique du Sud.

— La situation politique sud-africaine a connu un très important changement avec l'explosion de révolte actuelle. Ce processus a commencé depuis maintenant une année, avec successivement les boycotts scolaires des étudiants et des lycéens, le boycott des élections bidon proposées par Pieter Botha aux communautés indiennes et métisses, la grève des mineurs de septembre 1984, puis la grève générale (le stay away) du Transvaal en novembre dernier. Toute cette période a été émaillée de nombreux conflits dans les entreprises, les travailleurs entrant en lutte pour des revendications salariales, des demandes d'amélioration des conditions de travail, la défense de droits syndicaux, ou contre des licenciements.

Le mouvement actuel de mobilisation et de radicalisation est marqué par la combinaison de plus en plus étroite de toute une série de luttes engageant respectivement divers secteurs sociaux des masses opprimées — jeunes, ouvriers, habi-

tants des townships (ghettos noirs, ndlr.). Cette même tendance vers l'unité se rencontre aussi au niveau d'un dépassement dans la lutte du cloisonnement ethnique que le pouvoir s'est évertué à établir par les lois de l'apartheid pour diviser les opprimés entre eux en les classifiant par catégories raciales distinctes.

Cette exigence unitaire de la population opprimée n'a pourtant pas encore été suffisante pour surmonter tous les préjugés raciaux et ethniques que l'apartheid a réussi à introduire parmi les masses. Cette situation reste le produit d'une division des populations dans les différents domaines de la vie économique et sociale, de l'habitat et du travail.

Mais le processus en cours représente une avancée politique considérable et déstabilise sérieusement les dispositifs de ségrégation raciale qui constituent les fondements du régime actuel. Dans le cadre des nouveaux rapports de force, les propositions de réforme avancées par Botha n'ont finalement satisfait ni les masses, ni l'impérialisme.

L'un des moments clés de cette tendance à l'unité d'action a été la grève générale du Transvaal en novembre 1984 qui a vu entre autres se constituer un front unique englobant notamment les syndicats indépendants et le Front démocratique uni (UDF). Cette grève a mis en particulier en évidence l'importance croissante du mouvement ouvrier, révélée au travers de ses syndicats sans lesquels une action d'une telle ampleur n'était pas envisageable. La formation prochaine d'une fédération unitaire regroupant une grande partie des syndicats indépendants constituera un événement d'une portée considérable et ne pourra que favoriser l'activité propre de la classe ouvrière.

Tout ceci illustre le niveau de développement atteint dorénavant par le mouvement de masse. Deux formes principales d'organisation se sont souvent développées depuis 1980 sur des terrains complémentaires : d'une part les associations civiques communautaires regroupant les militants sur leurs lieux d'habitation, et d'autre part les syndicats non-raciaux indépendants qui organisent maintenant une partie substantielle de la classe ouvrière noire (non blanche). C'est le problème de la combinaison de ces deux formes d'organisation du mouvement de masse qui devra être résolue pour pouvoir passer à une étape supérieure de la confrontation avec le pouvoir.

L'unification effective des différentes formes d'organisation du mouvement po-

pulaire n'a pu trouver sa réalisation ni dans l'UDF, ni dans le Forum national (NF). Le niveau présent atteint par les luttes populaires pose avec urgence la question de l'autodéfense des masses et des initiatives prises sur ce terrain pour que puisse se dégager le potentiel de combat offensif du mouvement des masses. L'absence actuelle de réponse à ces questions est déjà un problème pour une nouvelle étape de développement des mobilisations. La lutte d'émancipation qui connaît un nouvel essor sera donc une lutte longue et complexe. Son dénouement dépendra notamment du résultat des orientations politiques qui, au travers des expériences présentes, seront adoptées sur les questions stratégiques et tactiques.

— En effet, la radicalisation du mouvement de masse et les objectifs politiques qu'il se donne ont mis en évidence les divergences politiques et les débats stratégiques qui opposent divers courants et organisations en son sein. Tant au niveau des questions tactiques qu'à celui des objectifs sur le long terme, il existe au sein du mouvement de masse différentes orientations.

Parmi celles-ci, il y a d'abord celle du Congrès national africain (ANC) qui dispose d'un appui massif dans certains secteurs du mouvement de masse, notamment dans les associations civiques, et qui bénéficie d'une audience large au-delà de son réseau d'organisation. Il y a aussi celle de la Conscience noire, avec plus particulièrement l'Organisation du peuple d'Azanie (AZAPO). Parmi les principaux courants organisés, il faut compter certaines Eglises, membres du Conseil mondial des Eglises réformées, qui ont une pratique politique spécifique et disposent d'une base militante active. Enfin, certaines directions des principaux syndicats agissent de manière indépendante dans les mobilisations, en suivant leurs propres perspectives et en apparaissant comme des composantes à part entière de la diversité politique actuelle.

Le mouvement ouvrier sud-africain est le produit des mutations de la structure sociale de ce pays à la suite du processus d'industrialisation commencé dans les années 1960. L'importance du prolétariat industriel dans les futurs combats est donc tout d'abord le produit de sa réalité numérique et de son degré de concentration, c'est-à-dire de son poids social dans la société sud-africaine. Durant la dernière période, le prolétariat noir a ainsi fait la preuve de sa capacité à introduire ses

propres méthodes d'action et d'organisation sur le terrain de la lutte anti-apartheid, après avoir fait ses premières armes sur le terrain de la lutte revendicative et pour les droits syndicaux.

— La lutte actuelle, par bien des aspects, mais non de manière exclusive, démarre sur le terrain des revendications démocratiques et nationale. Les masses opprimées veulent s'émanciper du joug de l'Etat raciste, elles veulent une nation égalitaire, démocratique et non raciale. Elles réclament le suffrage universel, sans discrimination d'aucune sorte, sous la forme du mot d'ordre « une personne, une voix ». L'immense majorité des couches de la population noire opprimée est intéressée à la réalisation de ces revendications démocratiques et nationale. Mais déjà à cette étape de la mobilisation, des exigences ouvrières vis-à-vis du patronat et de l'Etat, liant la question de l'apartheid à celle de la domination capitaliste, sont clairement apparues dans les luttes.

La raison de cette combinaison réside dans l'imbrication entre l'histoire du capitalisme dans ce pays et l'histoire des institutions racistes. L'apartheid est un instrument de domination raciale, mais c'est aussi un moyen de garantir une exploitation particulière de la main-d'œuvre ouvrière. L'apartheid, c'est la forme spécifique qu'a prise l'exploitation capitaliste dans ce pays. Et cela a des conséquences immédiates dans la manière dont le mouvement ouvrier identifie ses ennemis de classe, y compris dans les luttes démocratiques et nationale.

Certes, d'un certain point de vue, l'apartheid est lourd de contradictions pour divers secteurs capitalistes (étroitesse du marché intérieur, manque de main-d'œuvre qualifiée etc.). Mais aujourd'hui, c'est directement le danger d'explosion révolutionnaire qui fait qu'une partie de la classe dirigeante sud-africaine cherche à accomplir des réformes. Les libéraux,

qui sont pour l'essentiel soutenus par une partie du capital financier et industriel sud-africain, ont ainsi entrepris la recherche d'une solution politique, y compris en rencontrant l'ANC ou en tentant de modérer l'UDF. Mais précisément à cause du lien entre apartheid et capitalisme, ils sont incapables de proposer l'abolition de toutes les lois discriminatoires et l'instauration du suffrage universel. Leurs tentatives de réforme ne dépassent pas pour l'instant des projets fédératifs qui tournent délibérément le dos à l'espoir populaire d'une seule nation non-raciale. En dernière instance, le vrai compromis que les libéraux devront faire sera celui qu'ils passeront avec le reste de leur classe, c'est-à-dire avec les secteurs réactionnaires représentés aujourd'hui par le Parti national (au pouvoir, ndlr.).

La nouvelle situation en Afrique du Sud est d'une importance mondiale, étant donné le rôle stratégique de ce pays pour l'impérialisme et l'ampleur des intérêts économiques en jeu. L'impérialisme avait jusqu'à présent soutenu sans faille le régime raciste. La nouvelle situation impose certaines rectifications politiques afin de trouver les moyens d'une solution à la crise actuelle. Certains secteurs des banques et des multinationales ont entrepris de peser sur le régime sud-africain par un certain nombre de mécanismes financiers et commerciaux. L'ampleur conjoncturelle de ces pressions ne doit pas faire oublier que les pays impérialistes recherchent fondamentalement la stabilité du régime capitaliste en Afrique du Sud et veulent éviter la radicalisation des mobilisations. Pour ce faire, ils s'appuient de plus en plus sur le courant libéral et le grand capital sud-africain.

— Pour toutes ces raisons, le processus révolutionnaire sud-africain se conformera à la réalité sociale, économique et politique de ce pays, c'est-à-dire à la réa-

lité de sa structure de classe, laquelle confère au prolétariat industriel un rôle central pour l'unification des masses opprimées dans la lutte contre l'apartheid.

Le mouvement populaire de masse cherche à résoudre avant toute chose la liquidation du régime d'apartheid par la formation d'une nation unique et non raciale, par la question de l'égalité des droits civiques et politiques et par la question de la terre.

Si la plus grande attention doit être apportée à la lutte immédiate pour ces revendications qui intéressent l'ensemble des opprimés, il est décisif que le mouvement ouvrier puisse fournir au mouvement de masse sa direction sociale. Le renforcement du mouvement ouvrier et la construction d'une direction révolutionnaire prolétarienne reconnue sont des tâches nécessaires afin d'empêcher les luttes actuelles d'aboutir à des impasses, sans même avoir pu régler les principales exigences démocratiques.

Une direction prolétarienne serait la seule garantie pour que soient pleinement résolues les questions démocratiques et nationale. La solution véritable et complète à ces questions ne peut passer que par la dictature du prolétariat, comme moment décisif d'un processus de révolution permanente, y compris si certaines tâches socialistes devaient être repoussées à beaucoup plus tard. Seule la dictature du prolétariat est susceptible de résoudre et de défendre les exigences de la révolution démocratique nationale. Celle-ci est possible en Afrique du Sud parce que les rapports sociaux et politiques existant dans ce pays sont mûrs pour porter au pouvoir le prolétariat en tant que leader des masses exploitées et opprimées. ■

Résolution du Secrétariat unifié (SU)
de la IVème Internationale
du 5 octobre 1985.

Appel pour une campagne internationale de solidarité avec les luttes anti-apartheid

La montée des mobilisations révolutionnaires de masse du peuple d'Afrique du Sud contre le régime d'apartheid nécessite le soutien et la solidarité active les plus larges à travers le monde. La IVème Internationale appelle toutes ses sections à donner une grande priorité à ce travail, en aidant à organiser les puissantes actions unitaires contre la répression brutale du gouvernement raciste sud-africain, pour la libération de Nelson Mandela et de tous les prisonniers politiques et syndicaux et contre la complicité des gouvernements impérialistes et des multinationales avec le régime d'apartheid.

Les appels à briser tout lien avec le gouvernement sud-africain, l'opposition à la vente de Krugerrand (pièce d'or sud-africaine, ndlr.), le boycott de toutes les

manifestations sportives avec des équipes sud-africaines, et l'organisation de liens directs et d'un soutien concret avec les associations civiques, les syndicats indépendants, les organisations étudiantes, les églises et les autres organisations en lutte, constituent des formes d'action de solidarité qui ont été déjà entreprises. Elles doivent être élargies, approfondies et intensifiées, notamment au sein des mouvements ouvriers organisés dans tous les pays.

L'objectif de cette campagne internationale est d'isoler progressivement le régime sud-africain à tous les niveaux, et d'accroître à travers le monde la participation active des masses pour qu'elles mettent tout leur poids à soutenir la bataille courageuse et déterminée que leurs frères et soeurs d'Afrique du Sud

ont entrepris pour abattre le régime honni de l'apartheid.

— Le mouvement des masses sud-africaines connaît une forte différenciation interne soit au plan politique soit au plan syndical ou associatif. La presse de l'Internationale et des sections doit rendre compte de cette diversité.

La solidarité doit se faire de manière identique en faveur de toutes les composantes, sans sectarisme ni exclusive. Dans les campagnes de solidarité ou dans les comités auxquels nos sections participent, nous nous opposons à toutes les pratiques sectaires qui consistent à ne soutenir vraiment qu'une partie des organisations luttant à l'intérieur de l'Afrique du Sud. Nos militants et militantes agissent pour leur part sur une ligne de solidarité envers

toutes les organisations indépendantes et non-raciales représentatives d'une partie des opprimés et combattant l'apartheid. Nous proposons qu'à l'occasion d'initiatives de masse, ces différentes organisations puissent être invitées et puissent prendre la parole. Nous demandons à ce que les organisations ouvrières envoient des délégations d'information et de solidarité en Afrique du Sud.

Dans les entreprises, nous demandons aux syndicats de participer aux structures permanentes de solidarité. Si-

multanément nous visons à leur faire prendre en charge les tâches spécifiques de solidarité envers les syndicats indépendants sud-africains (notamment ceux correspondant à leur branche industrielle) par une aide syndicale appropriée, la popularisation de leurs luttes et de leur presse et éventuellement des « jume-lages ».

Déclaration du Secrétariat unifié (SU)
de la IVème Internationale
du 5 octobre 1985.

Solidarité anti-apartheid

Suède. Depuis plusieurs années le mouvement de solidarité avec l'Afrique du Sud connaît une expansion importante. Le Comité pour isoler l'Afrique du Sud (ISAK) est devenu de plus en plus le représentant de ce mouvement de solidarité. En mars 1985, a eu lieu à Stockholm une manifestation de quelques 3 000 personnes contre l'apartheid et contre le racisme en Suède. Il y a eu aussi une campagne efficace dans toutes les écoles du pays pour collecter de l'argent pour le fonds de soutien « une journée de salaire pour l'Afrique du Sud ».

La question du boycott constitue un grand thème de débat depuis un an dans et hors du mouvement de solidarité. La législation suédoise qui règle les échanges commerciaux avec l'Afrique du Sud ainsi que les investissements dans ce pays a été renforcée, mais sans encore toucher sérieusement les investissements suédois.

Au début 1985, une des chaînes de grands magasins suédois a pris la décision de ne plus vendre des produits sud-africains. Ceci a été largement perçu comme un grand pas en avant et comme le résultat d'une campagne qui dure depuis plusieurs années.

Un débat important a eu lieu dans le Syndicat de la métallurgie autour de la question du retrait des sociétés suédoises de l'Afrique du Sud et de la vente des actions que détient ce syndicat dans les sociétés qui ont des investissements en Afrique du Sud. Un groupe qui s'appelle Métallurgistes contre l'apartheid a été créé et une résolution soumise au congrès du syndicat au mois de septembre. Cette résolution ne fut pas adoptée, mais le débat a eu comme effet d'augmenter les pressions sur la direction du syndicat pour qu'elle mène campagne contre l'apartheid.

L'ISAK projette plusieurs actions pour les mois qui viennent. Parmi elles, une manifestation de masse le 11 octobre, la tenue d'un « Parlement populaire contre l'apartheid » en février 1986 et la continuation de la campagne contre des sociétés ayant des investissements en Afrique du Sud. Sur cette question, des étudiants organisent actuellement une campagne de boycott en direction d'une des plus grandes sociétés d'édition de livres scolaires.

Etats-Unis. De nombreux groupes ont soutenu l'appel pour une mobilisation de masse contre le régime de l'apartheid le 11 octobre 1985, Journée nationale de protestation contre l'apartheid et également Journée de soutien aux prisonniers politiques sud-africains. Des actions sont prévues à Albany, Atlanta, Baltimore, Chicago, Detroit, Houston, Los Angeles, New York, Philadelphia, Portland, San Francisco, Seattle, Tucson, Washington et dans d'autres villes, aussi bien que dans une centaine de collèges et d'universités. Ces actions vont prendre la forme de manifestations, rassemblements, piquets et débats sur l'apartheid et le rôle de Washington en Afrique du Sud. Elles sont organisées parfois par des coordinations ad hoc nouvellement créées et parfois par des organisations anti-apartheid déjà existantes.

En août, il y a eu des actions importantes à New York et à Washington pour exiger que le Congrès américain adopte une législation imposant des sanctions contre le gouvernement sud-africain. Ces actions représentaient une continuation du mouvement déjà existant sur les campus autour du thème du retrait des avoirs des universités dans des sociétés ayant des investissements en Afrique du Sud. A New York, une avancée significative a été enregistrée dans l'effort pour mobiliser des syndicalistes : le 17 septembre, la coordination new-yorkaise contre l'apartheid a été créée au cours d'une réunion organisée par la section locale 65 du Syndicat unifié des travailleurs de l'automobile, à laquelle ont participé des représentants de plusieurs autres structures syndicales de la ville.

France. La tâche prioritaire du mouvement de solidarité est de s'unir pour exiger un renforcement des sanctions limitées imposées par le gouvernement Fabius. Un pas en avant important a été fait le 26 septembre avec l'organisation d'une manifestation appelée par un série d'organisations, parmi lesquelles SOS-Racisme, le Congrès national africain (ANC), l'Organisation du peuple du sud-ouest africain (SWAPO), le Mouvement anti-apartheid (MAA) et un des syndicats étudiants l'UNEF-ID. Cette manifestation a mobilisé entre 3 000 et 5 000 personnes, ce qui représente peut-être la plus grande mobilisation jusqu'ici sur cette question. Le même jour, des travailleurs de l'aéroport d'Orly ont retardé les vols en direction de Johannesburg dans un début d'action syndicale contre le régime sud-africain. A la fin du mois d'octobre, le Mouvement

Protestation contre le voyage de Botha en France, juin 1984. (DR)



anti-apartheid va organiser un forum avec la présence de représentants du mouvement anti-apartheid de différents pays afin de discuter des perspectives de la campagne.

Pays-Bas. La principale confédération syndicale, le FNV, a créé un fonds de solidarité pour des syndicats indépendants non raciaux en Afrique du Sud. La question de la solidarité avec la population noire d'Afrique du Sud commence juste à prendre de l'importance à la suite d'un large débat au Parlement et ailleurs autour de la visite en Afrique du Sud du ministre des Affaires étrangères, en tant que membre de la délégation envoyée par le Communauté économique européenne (CEE). Le 14 septembre, il y a eu une manifestation de 2 000 personnes et une campagne pour un boycott des fruits sud-africains a été lancée. Plusieurs chaînes de supermarchés considèrent sérieusement l'application d'un tel boycott.

RFA. Le 21 septembre, 15 000 personnes ont manifesté à Bonn et à Berlin-Ouest pour un boycott total du régime raciste d'Afrique du Sud. La manifestation à Berlin-Ouest, qui a rassemblé 5 000 personnes a été soutenue par le Parti social démocrate (SPD) et par son organisation de jeunesse, les *Jusos*, ainsi que par les Listes Alternatives. Parmi les manifestants se trouvait le président de l'organisation de Berlin-Ouest du SPD, Jergen Egert.

Sur la Muensterplatz à Bonn, aux côtés du Dr Wela Boesak, frère du président de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, le Dr Allan Boesak, récemment arrêté par le régime de Pretoria, se trouvaient Christian Goetz, membre de l'exécutif du HBV, organisation étudiante du SPD, et Ingrid Mattaeus-Mueller de la fraction du SPD au Bundestag. Les efforts pour transformer la manifestation de Bonn, pour laquelle une mobilisation nationale a eu lieu, en une véritable action unie, ont échoué malgré une série de réunions préparatoires. Le DKP, Parti communiste allemand, n'avait invité que des représentants des mouvements de libération proches de l'ANC, à savoir Pashukeni Shoombe de la SWAPO et Elena Khanyil du secteur femmes de l'ANC. Le fait que Uschi Eid des Verts ait pu prendre la parole aux côtés de Peter Gingold du DKP et du théologien Walter Kreck, n'a pas vraiment pu contrecarrer ce déséquilibre.

Grande-Bretagne. L'axe principal d'action contre l'apartheid est constitué par la manifestation nationale appelée pour le 2 novembre par le Mouvement anti-apartheid. On s'attend à une participation d'environ 50 000 personnes. Jusqu'ici le thème principal de la campagne a été la revendication que le gouvernement britannique accepte d'imposer lui-même les sanctions limitées qui ont été décidées par la CEE. Mais la pression monte pour une campagne plus active basée sur la revendication de la rupture de tout lien avec le régime de Pretoria. ■

YOUGOSLAVIE

Crise économique et réveil de la classe ouvrière

DÉPUIS un an et demi, nous assistons à une série de tentatives du régime yougoslave de réprimer ses critiques de gauche. Cela s'est déjà traduit par les procès intentés à Vojislav Seselj et aux « six » de Belgrade, ainsi que par la mort du jeune ouvrier Radomir Radovic dans des circonstances plus que douteuses.

Nous avons largement rendu compte dans *Inprecor* de l'évolution de ces cas (voir encart) et des reculs successifs du pouvoir sous la pression de l'opinion publique yougoslave et internationale. Nous revenons dans ce numéro sur les derniers développements du cas des « six » de Belgrade. L'article publié ci-dessous décrit les débuts, limités mais significatifs, d'un réveil de l'activité de la classe ouvrière dans le cadre de la grave crise économique qui frappe le pays et qui menace la stabilité du système politique post-titiste. ■

Michèle LEE

Lorsque les tribunaux se mettent à agir « au nom du peuple » contre les personnes critiquant le régime, le peuple lui-même est plutôt préoccupé sur la manière de pouvoir joindre les deux bouts face à la chute continue de son niveau de vie, qui a baissé de 2,6 % pour le seul mois d'août 1985, et une inflation galopante, dont le taux s'élève à 84 % pour les huit premiers mois de cette année. Dans un article publié en septembre 1985, le quotidien de Belgrade, *Politika*, calcule que les travailleurs de la commune de Belgrade avaient pris des congés de maladie équivalant à 175 562 ans depuis le début de 1985. Or, cela ne tient pas au fait que les habitants de Belgrade aient une santé particulièrement mauvaise, mais parce qu'en réalité, une bonne partie de ce temps est consacrée à effectuer du travail supplémentaire à leur propre compte, pratique qui est devenue de plus en plus nécessaire pour augmenter leurs revenus.

LE RÉVEIL DE LA CLASSE OUVRIÈRE

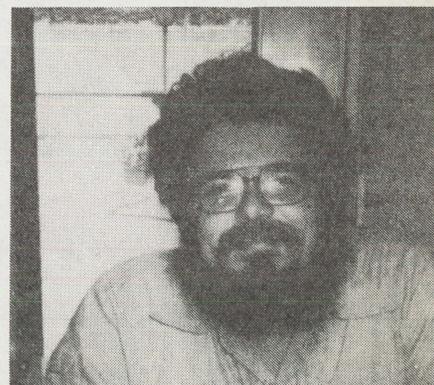
Dans une situation où plus de la moitié des travailleurs possédant peu ou pas de qualifications gagne un salaire qui les condamne à vivre au seuil officiel de la pauvreté, si ce n'est pas en-dessous de ce niveau, l'économie « grise », semi-légale et tolérée, est florissante, alors que le secteur social enregistre des pertes de plus en plus lourdes, d'un montant de 195 milliards de dinars (640 milliards de francs) pour les six premiers mois de 1985. La valeur décroissante des salaires industriels va de pair avec l'appauvrissement croissant de l'industrie du pays en général et surtout avec un affaiblissement du socle même du système yougoslave, à savoir la « propriété sociale » des moyens de production. Cependant, à en juger par ce qui se passe dans les entreprises depuis quelques mois, il y a des signes encourageants indiquant que la résistance à cette inquié-

tante tendance se développe au sein de la classe ouvrière.

Après la montée des grèves à la fin des années 1970, époque durant laquelle il y eut des conflits touchant des milliers de travailleurs, une période d'accalmie a suivi la mort de Tito, en 1980, représentant sans doute l'expression d'un resserrement des rangs autour de la direction du pays. Il semble qu'on assiste maintenant à l'apparition dans les usines de la riposte ouvrière longtemps attendue à la crise économique. En Croatie, par exemple, qui est l'une des régions les plus développées du pays du point de vue industriel, il y a eu 74 grèves au cours des six premiers mois de 1985, contre 84 pour toute l'année 1984. L'avant-garde de cette vague gréviste est formée par des ouvriers de la métallurgie et du textile, suivis par ceux du bâtiment, de la chimie et des industries de l'alimentation. Les grèves ont tendance à devenir plus longues et plus étendues et, ce qui est le plus important, leur caractère commence à changer. Les événements de cet été en Slovénie et au Kosovo sont révélateurs de cette tendance générale.

Au mois d'août, 120 sur les 124 travailleurs de l'usine de la métallurgie Veriga à Lesac, en Slovénie, ont annoncé leur décision de démissionner collectivement de leur syndicat, avec la raison que ce dernier n'avait rien fait pour défendre les in-

Milan Nikolic. (DR)



térêts des travailleurs. Cette décision faisait suite à l'affichage, dans l'usine, d'une feuille donnant le montant des salaires « gagnés » le mois précédent par les responsables locaux du syndicat, du parti et du conseil communal. Ces chiffres en dinars sont les suivants :

Président du conseil des syndicats	208 000
Secrétaire du conseil des syndicats	184 000
Président de l'assemblée communale	189 000
Président du conseil exécutif de l'assemblée communale	207 000
Président de la section de l'Alliance socialiste	192 000
Secrétaire de la section de l'Alliance socialiste	182 000
Secrétaire de la section de la Ligue des communistes	181 000
Secrétaire exécutif de la section de la Ligue des communistes	170 000

A titre de comparaison, le salaire moyen d'un ouvrier d'usine pour ce même mois était de 35 000 dinars.

Les travailleurs ont expliqué à la presse qu'ils ne voyaient que peu d'utilité à demeurer adhérents d'un syndicat qui faisait si peu de choses pour eux et dont les responsables s'accordaient des salaires de cinq à six fois supérieurs à ceux des travailleurs qu'ils étaient censés représenter. Après quelques interventions d'en haut, la menace de démission fut retirée, mais seulement après que les responsables locaux aient dû accepter un programme d'action clair et détaillé concernant la défense des intérêts de leurs adhérents. Des menaces similaires de démissions collectives des syndicats ainsi que du parti se sont produites ailleurs, par exemple dans le nord de la Croatie et dans la ceinture industrielle au sud de Belgrade.

Cette action des métallurgistes slovènes fut suivie, quelques jours plus tard, par celle des mineurs de la province autonome du Kosovo, dont la grande majorité de la population appartient à l'ethnie albanaise. Une grève eut lieu dans l'une des entreprises les plus importantes de toute la Yougoslavie, la mine de plomb et l'usine de transformation qui lui est attachée, à Trepca, près de Titova Mitrovica, au Kosovo. La répression qui suivit la révolte de 1981 dans cette province mit fin temporairement à tout mouvement social (1). Mais le mécontentement grandissant a fini par éclater au grand jour, et le 18 août 1985, les mineurs de Trepca ont refusé de travailler dans la mine. Leurs doléances touchaient toute une série de questions. Comme en Slovaquie, les travailleurs exprimèrent leur manque de confiance dans les représentants locaux des syndicats et du parti et ne voulurent discuter ni avec eux ni avec la direction de l'entreprise. Ces derniers ont tous été accusés d'avoir eu un comportement arrogant vis-à-vis du personnel et de n'être que rarement présents aux assemblées d'usine pour écouter ce que disaient les travailleurs. Les mineurs refusèrent également de discuter avec des responsables de la commune de Titova Mitrovica et exigèrent de négocier avec les directions provinciales du parti et du gouvernement.

Une détérioration brutale du niveau de vie (le salaire d'un mineur varie entre 15 000 et 30 000 dinars) ; des écarts de

LES DERNIERS ARTICLES D'« INPRECOR » SUR LA YOUGOSLAVIE

- « Débats autour de la nouvelle réforme économique », Catherine Verla, numéro 164 du 9 janvier 1984.
- « Durcissement policier face à la crise », numéro 176 du 25 juin 1984.
- « Faire la vérité sur la mort de Radomir Radovic »
- Adresse de Radovic au 9e congrès des syndicats yougoslaves, numéro 178 du 23 juillet 1984.
- « Procès politiques à Belgrade », Branko Krizman, numéro 181 du 8 octobre 1984.
- Interview exclusive de Vladimir Mijanovic, numéro 181 du 8 octobre 1984.
- « De la rupture avec Staline à l'association avec le FMI », Michèle Lee, numéro 181 du 8 octobre 1984.
- « Les enjeux du procès de Belgrade », Branko Krizman, numéro 188 du 21 janvier 1985.
- Interview de Pavlo Imsirovic, numéro 188 du 21 janvier 1985.
- « Procès de Belgrade, le pouvoir recule », numéro 191 du 4 mars 1985.
- Lettre ouverte des trois de Belgrade, numéro 201 du 22 juillet 1985.

salaires importants entre, d'un côté, les travailleurs de la production et, de l'autre, les dirigeants des entreprises et les responsables du parti et des syndicats ; la corruption qui se manifeste dans la distribution des appartements, des crédits de logement et des emplois ; le prix élevé de la nourriture à la cantine de l'entreprise ; toutes ces questions ont été soulevées au cours d'une série de réunions qui durèrent chacune entre trois et quatre heures avec les dirigeants de la province et auxquelles assistèrent plusieurs milliers de mineurs. Ces derniers voulaient savoir pourquoi les normes de sécurité et de santé n'étaient pas appliquées et ont exigé la démission des bureaucrates du parti et du syndicat à Trepca.

Pour leur part, les bureaucrates de l'entreprise et du parti avaient depuis le début dénoncé la grève comme étant du sabotage, tandis que la direction provinciale du parti laissa même entendre qu'elle était due à des séparatistes albanais. Cependant, la grève s'est terminée par la démission des principaux directeurs de l'entreprise, ainsi que par celle des responsables du parti et du syndicat. Ce résultat confirme encore une fois, et de manière frappante, la volonté des autorités yougoslaves d'éviter des confrontations ouvertes et directes avec les travailleurs. Ces événements eurent beaucoup de publicité dans la presse de Belgrade, d'autant plus que depuis trois ans le gouvernement de la République de Serbie mène des escarmouches de procédure contre son homologue de la province du Kosovo.

MARASME ÉCONOMIQUE ET DIFFÉRENCIATIONS SOCIALES

Ces deux exemples ont des causes profondes équivalentes : une différenciation sociale rapide qui va s'approfondissant et le ressentiment des travailleurs devant le fait qu'on leur demande de porter le poids principal de la crise économique. En se soulevant contre cette situation, les travailleurs ont aussi exprimé publiquement leur manque de confiance dans les responsables locaux des syndicats officiels et de la Ligue des communistes. L'automne et l'hiver qui viennent pourraient voir une nouvelle vague de grèves

avec, de plus en plus, le développement d'une direction ouvrière basée dans les usines et indépendante des structures officielles. Cependant, il faut remarquer que ce dernier processus serait moins difficile si des intellectuels socialistes critiques des différentes républiques et provinces avaient fait plus pour surmonter l'esprit de clocher de leurs « propres » nations.

Le caractère multinational de la Yougoslavie donne une grande marge de manœuvre aux dirigeants de l'Etat et du parti au niveau des républiques et des provinces pour encourager les nationalismes locaux, afin de s'assurer un certain soutien populaire dans la période d'austérité présente. Ils peuvent ensuite se servir de ce soutien pour marchander, au moment des décisions, au niveau fédéral, sur la meilleure façon de distribuer la misère résultant de 15 ans de mauvaise gestion économique, dont les éléments structurels principaux sont une politique d'investissement irrationnelle et des emprunts très importants à l'Occident.

Ceux qui sont responsables de ce gâchis ont très largement évité d'en faire les frais, et c'est la classe ouvrière qui a dû payer la note. Dans un cas devenu tristement célèbre, l'usine de transformation d'aluminium d'Obrovac, en Croatie, a dû cesser son activité 48 heures après son ouverture. Cette usine toute neuve, d'une valeur de 300 millions de dollars, est maintenant mise en vente pour la casse, sans avoir encore trouvé d'acheteur et alors que 400 de ses employés sont toujours au chômage et doivent vivre avec une allocation de 13 600 dinars par mois. Un autre échec gigantesque est représenté par l'usine de ferro-nickel de Kavadarci, en Macédoine, un projet encore plus onéreux que celui d'Obrovac, et qui n'a jamais atteint sa pleine capacité de production. 200 de ses employés, qui constituent le noyau dur qui reste au chômage, ont organisé une marche sur l'assemblée de la République de Macédoine, cet été, pour protester contre le fait qu'ils étaient obligés de vivre d'allocations, lesquelles n'avaient de

1. Cf. l'article de Catherine Verla, « Après les émeutes du Kosovo », paru dans *Inprecor* numéro 104 du 22 juin 1981.

LES DERNIERS DÉVELOPPEMENTS DANS L'AFFAIRE DES « SIX » DE BELGRADE

Le 7 août 1985, la Cour suprême de la République socialiste de Serbie a pris la décision d'envoyer en prison deux intellectuels de Belgrade, Miodrag Milic et Milan Nikolic. Il y a 16 mois, les deux condamnés, avec leurs coaccusés, Pavlo Imsirovic, Vladimir Mijanovic, Dragomir Olujic et Goran Jovanovic, étaient inculpés d'avoir créé « une organisation contre-révolutionnaire » et risquaient une peine maximum de 15 ans de prison. Après une bataille longue et obstinée, quatre des « six » de Belgrade ont été effectivement libérés, tandis que Milic a été déclaré coupable de « propagande hostile » et Nikolic d'« insulte à l'Etat ». Ils ont été condamnés respectivement à des peines de 18 et 8 mois de prison. Ils devaient commencer à purger ces peines le 30 septembre, et ils avaient déjà informé la Cour suprême de leur intention de commencer une grève de la faim, à laquelle Imsirovic, Olujic, Jovanovic et une vingtaine d'autres personnes s'étaient engagés à se joindre. A la dernière minute, le pouvoir a reculé, comme il l'a fait systématiquement depuis le début de l'affaire des « six » de Belgrade. Nikolic a obtenu un sursis de trois mois avant de commencer sa peine, les raisons citées pour cela étant le grave état de santé de son épouse et le temps dont il aurait besoin pour terminer une étude sociologique. Milic, quant à lui, reste aussi en liberté provisoire, mais pendant un temps non précisé, en attendant que la Cour suprême examine le contenu de son appel.

L'affaire de Vojislav Seselj, qui s'est déroulée parallèlement à celle des « six » de Belgrade (les deux affaires ont commencé à partir d'une perquisition par la police d'un appartement de Belgrade, en avril 1984) a évolué dans le même sens. Seselj a d'abord été condamné à huit ans de prison, peine qui a d'abord été réduite à quatre ans et enfin à un peu moins de deux ans. Le verdict initial d'« activité contre-révolutionnaire opposée à l'ordre social » a été modifié en « propagande hostile » et, ensuite, en « tentative d'activité hostile ». Encore une fois, les différentes instances judiciaires ont été en net désaccord sur la nature de l'acte « criminelle » à l'origine de l'inculpation.

Au cours des six mois qui se sont écoulés depuis leur arrestation, les accusés ont été vilipendés par les plus hauts fonctionnaires de l'Etat ainsi que par une grande partie de

la presse yougoslave. Plusieurs d'entre eux ont perdu leurs emplois, ont subi des sévices et ont dû avoir recours aux grèves de la faim pour se protéger. Eux et leurs familles ont souffert d'agressions physiques et psychologiques considérables. Seule une mobilisation impressionnante de l'opinion publique yougoslave et internationale, pour l'essentiel de la gauche, a empêché encore une fois qu'une injustice grossière ne soit commise au nom du peuple yougoslave. Mais pour le jeune ouvrier Radomir Radovic, mort en avril 1984 après avoir été arrêté à plusieurs reprises par la police de Belgrade, cette victoire contre la répression étatique est venue trop tard. D'ailleurs, la bataille n'est pas encore complètement gagnée. Seuls le maintien et le renforcement de la pression sur le régime de Belgrade peuvent obtenir la libération définitive de Milic, Nikolic et Seselj.

Les conséquences de ces procès risquent d'avoir une portée considérable. Il existe une réelle possibilité pour que le Code pénal de la Yougoslavie soit modifié de manière à restreindre le pouvoir de l'Etat, jusqu'ici sans limites, d'arrêter les citoyens en vertu du fait qu'ils auraient des opinions différentes de celles de la politique officielle du moment. Les procès de Belgrade et de Sarajevo ont eu pour effet de convaincre de larges secteurs de l'opinion yougoslave qu'une loi qui permet des révisions aussi dramatiques sur la prétendue culpabilité des accusés n'est rien d'autre qu'un instrument de répression contre les droits civils légitimes et garantis par la Constitution. La mise sur le même plan des activités criminelles et des activités politiques, qui a caractérisé le système judiciaire yougoslave depuis 1945, est aujourd'hui remise en question. Un débat sur cette question est programmé pour la session d'automne de l'Assemblée fédérale. Il n'est pas impossible qu'il y ait des modifications du Code pénal. En attendant, il faut continuer à protester contre les condamnations de Milic, Nikolic et Seselj. ■

M.L.

Envoyez des messages de protestation à l'Ambassade de Yougoslavie, 54 rue de la Faisanderie, 75016 Paris, et à la Présidence de Yougoslavie, Bulevar Lenjina 2, Belgrade, Yougoslavie.

toute façon pas été payées depuis trois mois. Suite à leur action, les autorités ont soudainement trouvé assez d'argent pour payer les allocations de mai et juin, argent qu'ils ont pris dans les coffres du Fonds national pour les victimes de catastrophes naturelles.

La crise économique actuelle semble n'avoir produit aucune prise de conscience de la gravité de la situation dans les centres de décision clefs. Ainsi, le gouvernement fédéral a récemment décidé d'acheter quatre centrales nucléaires d'ici l'an 2000 et quatre de plus au cours de la décennie suivante. Cette décision va impliquer de nouveaux emprunts d'une valeur de 14 milliards de dollars dans un premier temps, auxquels il faut ajouter la dette extérieure de plus de 20 milliards de dollars que la Yougoslavie doit au Fonds monétaire international (FMI) et aux banques occidentales.

L'application de cette décision est bloquée pour l'instant, en attendant que la question épineuse de l'achat de l'uranium soit réglée. Comme les deux fournisseurs possibles sont l'Union soviétique et les pays occidentaux, le choix va forcément influencer à long terme la politique étrangère de la Yougoslavie. Mais, tout à fait indépendamment de considérations politi-

ques et également écologiques qui risquent de se révéler à l'avenir, l'annonce récente de probables coupures de courant à une échelle importante, pour cet hiver, montre qu'il y a un manque sérieux de ressources pour simplement conserver les capacités énergétiques actuelles. Malgré des ressources considérables de charbon, la production stagne depuis vingt ans.

UNE CRISE QUI EXIGE DES CHANGEMENTS RADICAUX

Nul besoin d'être un révolutionnaire acharné pour être convaincu que seule une transformation radicale de l'Etat et de la société yougoslaves pourra répondre aux exigences posées de façon aiguë par la crise actuelle. La direction yougoslave elle-même comprend qu'il doit y avoir des changements importants, bien qu'elle n'ait été capable, jusqu'ici, que de penser en termes de réformes superficielles et à court terme. Aveugle à la nécessité de changements fondamentaux dans les bases mêmes du système politique yougoslave, elle s'en tient à ses vieilles méthodes. Les canaux traditionnels des réformes, qui passent par la Ligue des communistes, ont été bloqués et rendus inutilisables par la bureaucratisation envahissante et la cor-

ruption qui ont résulté de décennies de symbiose entre les appareils du parti et de l'Etat. Jusqu'ici, toutes les tentatives de réforme ont sombré dans la vaste masse inerte que constitue la bureaucratie du parti.

Il a donc été impossible d'utiliser le parti comme instrument pour redonner de la vitalité aux structures ossifiées de l'Etat, afin de tirer l'économie de la spirale descendante actuelle. Le récent discours d'Alexander Glickov, l'un des membres les plus libéraux et les plus intelligents de la direction yougoslave, appelant le front de masse du parti, l'Alliance socialiste, à jouer un rôle plus actif, constitue une tentative désespérée. Aucun progrès significatif ne peut intervenir en Yougoslavie avant que la classe ouvrière ne bouge et occupe le devant de la scène en tant qu'acteur indépendant. Les six derniers mois ont montré que les travailleurs de l'industrie commencent à montrer leur force. L'automne et l'hiver qui arrivent semblent devoir confirmer la tendance d'une radicalisation de plus en plus importante dans les usines. L'entrée de la classe ouvrière dans la bataille politique n'arrivera jamais trop tôt. ■

Michèle LEE,
le 1er octobre 1985.

Le procès des chefs militaires

Entretien avec un ancien prisonnier politique

A son arrivée au gouvernement, en 1983, le dirigeant du Parti radical, Raul Alfonsin, essayera de remplir une partie de ses promesses électorales concernant les droits démocratiques, sans pour autant remettre en cause l'institution militaire. Pour ce faire, il tentera donc de négocier une auto-épuration des forces militaires, en faisant traduire devant un tribunal militaire les généraux responsables des trois juntas militaires qui se sont succédées de 1976 à 1982. Raul Alfonsin se garda bien d'impliquer les autres échelons militaires, pourtant partie prenante de la répression, en faisant une subtile distinction, comme il l'a rappelé dans *le Monde* du 12 septembre dernier, entre « trois degrés de responsabilité : d'abord, ceux qui avaient décidé de faire ce qui a été fait, et qui a été très grave ; ensuite, ceux qui avaient commis des excès, qui avaient torturé ; enfin, ceux qui avaient obéi aux ordres ». Une loi sur le « devoir d'obéissance » vint en plus disculper l'essentiel de la hiérarchie militaire, hormis les chefs des juntas.

L'armée ne se résolut toutefois pas à condamner les siens, et le tribunal militaire décida un non-lieu pour les chefs des trois juntas. S'il voulait continuer à disposer de l'adhésion populaire dont il avait bénéficié lors de son élection en 1983 et qui lui était nécessaire pour se lancer dans la politique d'austé-

rité qu'il avait l'intention de mener, Raul Alfonsin se devait, pour couper court à la mobilisation sur les droits démocratiques et endiguer sa dynamique, de passer outre l'avis des militaires. Les neuf chefs de la junta étaient alors traduits devant un tribunal civil (1). Le procès débuta le 22 avril 1985 et devait durer plusieurs mois. Il donna lieu à une succession de témoignages sur la réalité des forfaits de l'appareil militaire, des responsables jugés et de bien d'autres encore. Des centaines de témoins vinrent raconter à la barre les actes de répression dont ils avaient été l'objet et accuser les responsables militaires. Ces témoignages, largement repris par les médias, ont permis à la société argentine dans son ensemble d'être tenue informée de ce qui s'était véritablement déroulé pendant les années noires de la dictature. Dans les semaines qui viennent auront lieu les plaidoiries des avocats, tandis que le jugement devrait être prononcé au mois de décembre prochain.

Nous publions ci-après une interview sur ce procès, recueillie auprès de Flavio Koutzii, militant révolutionnaire brésilien détenu en Argentine de 1975 à 1979 et auteur d'un livre sur les prisons argentines intitulé *Des morceaux de mort dans le cœur*. Flavio Koutzii prépare un autre livre sur le procès des militaires argentins, qui devrait paraître prochainement au Brésil. ■

Daniel JEBRAC : — Pour commencer, peux-tu rappeler l'enjeu général du procès des neuf chefs militaires ?

Flavio KOUTZII : — Le procès des militaires est le résultat d'un engagement fondamental qui figurait dans la plate-forme électorale de Raul Alfonsin. Il s'agissait de sanctionner les atteintes aux droits de l'homme — enlèvements, tortures, disparitions, assassinats — perpétrées sous la dictature. Il faut rappeler que l'objectif de cette répression avait été de liquider une large couche d'avant-garde politique et syndicale. Le rapport de la commission Sabato, publié sous le titre « *Nunca Mas* » (Jamais plus), estime qu'il y avait 30 % d'ouvriers, 21 % d'étudiants, environ 11 % de membres des professions libérales, 3 % de journalistes et d'artistes parmi les victimes de cette répression. En ce qui concerne l'âge, 17 % de ces victimes avaient entre 16 et 20 ans, 34 % entre 20 et 25 ans, 26 % entre 25 et 30 ans et 11 % entre 30 et 35 ans. Je te rappelle aussi que les organisations humanitaires évaluent à 30 000 le nombre total de disparus, et que le rapport officiel de Sabato reconnaît 9 000 cas « documentés » de disparition.

Tout ceci prouve, contrairement aux prétentions de la propagande officielle de l'époque, qu'il ne s'agissait pas seulement d'en finir avec les organisations armées de la gauche, tenues pour responsables de la quasi insurrection de juillet 1975 à Buenos Aires. Ce que redoutaient avant tout les militaires, c'était la possibilité d'une

jonction entre ces organisations armées et l'avant-garde combative du mouvement syndical. C'est pourquoi la répression a frappé très largement.

— Certains mouvements de défense des droits de l'homme ont vigoureusement critiqué la démarche d'Alfonsin. Pour quelles raisons ?

— Après son élection, Alfonsin se trouvait dans l'obligation de respecter son engagement électoral et de répondre ainsi à l'exigence d'une partie importante de la société, décidée à tirer au clair la question des disparus et à leur rendre justice. La stratégie fondamentale d'Alfonsin fut de traduire en jugement les neuf membres des trois juntas, afin de sauvegarder l'institution militaire en tant que telle. Sa démarche a donc obéi à la préoccupation — radicalement différente de celle du procès de Nuremberg contre les dirigeants du régime nazi, en dépit de l'analogie trop souvent citée — de contrôler et de limiter les effets du procès par le biais de décrets et de modifications apportées au code de justice militaire. D'où la mise au point d'un mécanisme assez complexe. Dès son entrée en fonction, en décembre 1983, le gouvernement Alfonsin décréta que l'on devait juger les commandants des trois premières juntas, et eux seuls, et que le jugement aurait lieu dans le cadre de la Cour militaire suprême et non devant un tribunal civil. Il fit établir par une loi le principe du « devoir d'obéissance », qui jouera un rôle clef pour empêcher que le jugement ne s'étende aux officiers inter-

médiaires, auteurs directs des crimes et de la répression.

En même temps, les mouvements de défense des droits de l'homme — il y en a huit principaux en Argentine, dont celui des mères de la place de Mai — et des secteurs progressistes significatifs, réclamèrent la constitution d'une commission parlementaire bicamérale, afin de juger d'un point de vue politique les actes de tous ceux qui étaient impliqués dans les crimes de disparition. Alfonsin répondit à cette exigence par la constitution d'un organe de moindre poids politique et sans autorité législative : ce fut la mise en place de la Commission nationale sur la disparition des personnes (CONADEP), composée de notables et présidée par Ernesto Sabato, qui donnera son nom au rapport produit par cette structure. La CONADEP avait pour objectif d'enquêter sur les faits et de les synthétiser dans un rapport. C'est pourquoi la première réaction des mouvements des droits de l'homme fut de rejeter cette proposition. Plus que d'un

1. Les chefs militaires des trois juntas traduits en justice sont le général Videla, l'amiral Massera et le général de brigade Agosti (1976-1978), le général Viola, l'amiral Lambruschini et le général de brigade Graffigna (1978-1981) ; le général Galtieri, l'amiral Anaya et le général de brigade Lami Dozo (1981-1982). La dernière junta qui a gouverné l'Argentine, entre 1982, après la débâcle de la guerre des Malouines, et 1983, avec la passation des pouvoirs à Alfonsin, et qui était dirigée par le général Bignone, a été exclue de ce procès pour avoir été celle qui a conduit le pays vers « le rétablissement de la démocratie ».

rapport destiné à mourir aux archives, ils voulaient un jugement politique, d'abord émis par le Parlement, et juridique ensuite, celui des tribunaux civils.

Pour compléter son dispositif, Alfonsín modifia alors, avec l'accord du Parlement, le code de justice militaire. Il établit notamment le fait que le tribunal militaire devrait se prononcer avant six mois, faute de quoi il serait remplacé par la Cour civile suprême. Enfin, le dernier maillon de cette stratégie complexe consistait à ne décréter aucune amnistie pour les victimes de la répression : on révoqua l'auto-amnistie de 1983 des militaires, mais en contrepartie, on n'amnistia pas non plus les prisonniers politiques. Il s'agissait ainsi de se couvrir face aux militaires, en refusant l'amnistie de part et d'autre, d'où le maintien d'une fausse symétrie et d'une menace — comme je l'expliquerai plus tard — qui n'a cessé de peser sur le cours du procès.

C'est évidemment à la fois injuste et faux et cela pour plusieurs raisons. D'abord, il y eut bel et bien une amnistie camouflée pour les militaires, par le biais de la reconnaissance du « devoir d'obéissance » qui recouvre leurs actes. D'autre part, la levée de l'état de siège pour les élections d'octobre 1983, a permis de libérer automatiquement, en vertu de cette disposition, tous les prisonniers politiques détenus et qui n'ont jamais été jugés, soit environ la moitié de la totalité des emprisonnés. Enfin, après ces élections, le Congrès adopta rapidement une loi qui établit qu'au vu des conditions de détention particulièrement rigoureuses sous la dictature, chaque jour de prison devait compter double pour les politiques et triple pour les droits communs. Cet artifice permit la libération de la plupart des autres détenus, sans avoir à proclamer une amnistie. Ceux qui étaient condamnés à 12 ans de détention et en avaient effectué 6 étaient élargis, tandis que d'autres personnes condamnées à de plus fortes peines bénéficièrent de la mise en liberté conditionnelle. De sorte qu'il reste aujourd'hui quatorze prisonniers politiques, dont le maintien en prison n'est pas seulement symbolique. Ces mesures avaient pour objectif de diminuer l'impact de la campagne pour la libération des prisonniers politiques, sans pour autant les amnistier, ce qui aurait mécontenté les militaires.

— Malgré tout, la dynamique du procès semble dépasser les limites initiales ?

— Malgré les restrictions inhérentes au mécanisme que je t'ai expliqué, le fait que la CONADEP ait eu une réalité effective comme organe institutionnel, disposant de moyens matériels, d'un ordinateur et d'une certaine autorité morale, a fini par donner une grande force à son travail de recherche sur les disparus. Le résultat n'a pas été seulement la publication d'un livre qui a connu une large diffusion.

Tout d'abord, il est vrai que le statut limité de cette commission a fait que l'armée s'est pratiquement refusée à communiquer les rapports qui lui étaient deman-



La foule acclamait encore Alfonsín. (DR)

dés. Mais la CONADEP, comme l'admettent aujourd'hui la majorité des militants des droits de l'homme, a permis de réunir les survivants — il y en a plus qu'on ne l'imaginait — et, peu à peu, de rassembler les fragments du puzzle de la mémoire, à travers leurs témoignages. Ce fut un travail de fourmi : rassembler ce que les disparus avaient pu entendre — et non pas voir, puisqu'ils avaient toujours les yeux bandés — et, petit à petit, par rapprochements, reconstituer les lieux, situer un camp, découvrir sa hiérarchie, etc. C'est ce travail qui a permis la constitution de dossiers et qui a rendu possible la mise en cause de militaires identifiés avec précision.

La publication du rapport de la CONADEP, en septembre 1984, aussitôt suivie d'une émission de télévision portant le même titre, « Nunca Mas », représenta un événement social important. Déjà plus de 300 000 exemplaires du rapport ont été vendus. Depuis lors, l'ensemble de la population argentine a été obligée de regarder en face ce qui s'était réellement passé, d'autant plus que le rapport, et c'est son grand mérite, allait au-delà des témoignages individuels. Il les organisa et parvint à démontrer que la méthode de l'enlèvement, de la disparition, était bien une méthode et non une suite d'accidents ou de bavures. Elle obéissait à une organisation systématique, de haut en bas, de même nature que l'Etat terroriste, avec répartition précise des secteurs d'intervention, etc. Ainsi apparut au grand jour la force occulte d'une activité terroriste d'Etat, articulée depuis le centre du pouvoir.

Pendant que la population prenait connaissance de ce rapport, la procédure du Tribunal militaire se poursuivait. Après le délai réglementaire de six mois, ce Tribunal militaire décréta tout simplement un non-lieu, estimant que les commandants militaires accusés avaient agi dans le cadre du combat contre la subver-

sion communiste. Alfonsín et les tribunaux civils — dont 90 % des juges en place sont les mêmes que sous la dictature — accordèrent alors un nouveau délai de trois mois au tribunal militaire, pour essayer de le convaincre de revenir sur sa décision. Mais les militaires s'entêtèrent, et c'est seulement alors que le procès passa finalement au tribunal civil.

C'est cette tractation de dix mois qui explique le fait que le procès des militaires n'ait lieu que maintenant, dans des conditions insolites, devant un tribunal civil, mais dans le cadre du code militaire. C'est ce qui détermine la procédure comme la forme du procès, depuis l'absence des accusés pendant la déposition des témoins jusqu'à la disposition même de la salle d'audience.

— Quels sont les premiers effets perceptibles de ce procès ?

— En quatre mois d'activité, depuis avril 1985, le tribunal a entendu plus de 800 témoins, mille autres n'ayant pas été appelés, leur témoignage étant considéré comme répétitif par rapport aux autres. De nombreux noms de tortionnaires ont été cités avec précision à la barre. Le fait que ces militaires, au nom du « devoir d'obéissance » ne soient pas aujourd'hui passibles de jugement, suscite dans l'opinion publique le sentiment d'une terrible impunité. De ce point de vue, l'impact du procès est énorme. Il est rapporté chaque jour sur quatre ou cinq pages dans la plupart des journaux. Il est retransmis à la radio et, de façon beaucoup plus limitée, à la télévision. Un résumé hebdomadaire des actes du procès est vendu dans les kiosques. Le terrible contenu de la majorité des témoignages, en dépit de toutes les limites, provoque une prise de conscience massive de la portée véritable du terrorisme d'Etat. Le prétendu « partage des responsabilités » entre les organisations armées de gauche et les militaires s'en trouve radicalement déséquilibré. C'est un des éléments qui contribue à paralyser les projets du coup d'Etat qui existent sans aucun doute d'ores et déjà au sein de l'armée.

On peut dire, toutes proportions gardées, que l'Argentine ressemble à l'Allemagne de l'après-guerre. Le procès a renforcé de façon décisive le traumatisme social que constitue la présence des « absents ». Il existe un large sentiment de responsabilité et de mauvaise conscience, pour n'avoir rien fait, pour n'avoir pas voulu savoir. Aujourd'hui encore, les mères de la place de Mai refusent d'aller reconnaître les cadavres découverts dans les charniers, tant qu'on ne connaît pas les assassins et tant qu'ils ne sont pas jugés.

Les intimidations contre les témoins ont existé. Certains ont été menacés, d'autres sont venus spécialement d'exil puis sont repartis, une femme qui témoignait a même été enlevée deux fois. Mais, pour le moment, les militaires sont sur la défensive.

Avec le procès, et malgré les limites dans lesquelles il s'est efforcé de le contenir, Alfonsín a renforcé sa légitimité. La

majorité des gens ne font pas le détail et n'analysent pas la procédure. Ils ne retiennent qu'une chose : il a osé. Il a osé traîner les militaires devant les tribunaux, ce qui, sur ce continent est une grande première. Bien sûr, le gouvernement du parti radical a tout fait pour livrer en pâture une brochette de responsables, afin de mieux préserver l'intégrité de l'institution militaire dans son ensemble. Les militaires n'ont pas eu l'intelligence politique d'accepter le marché proposé par Alfonsín et de se juger eux-mêmes, ce qui aurait partiellement rétabli leur autorité. C'est pour cela qu'Alfonsín en est arrivé à un procès devant une juridiction civile.

Mais il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas eu de loi d'amnistie. Cela signifie que tout délit postérieur à mars 1973 (date de la dernière amnistie) est passible de jugement. Par conséquent, le témoignage d'un ex-« disparu » convaincu d'avoir appartenu à l'Armée révolutionnaire du peuple (ERP) ou aux Montoneros, fait qu'il peut lui-même être accusé et arrêté. Ce seul élément montre à quel point ce procès s'inscrit dans une situation sociale extrêmement instable, à quel point il dépend de rapports de forces non totalement définis. Les forces qui ont soutenu les militaires assassins continuent à agir sur le plan politique. C'est ainsi qu'il faut interpréter la dynamique profonde du procès : il se déroule sous la pression des secteurs conservateurs et « golpistes » (partisans du coup d'Etat, ndlr.) qui s'efforcent d'en limiter le cours, et en même temps il freine et limite le champ d'action de la droite.

— Quelle a été l'activité des organisations de défense des droits de l'homme pendant le procès ?

— Parallèlement au procès, il est arrivé que des organisations de défense des droits de l'homme ou des familles de victimes déposent des plaintes précises devant les tribunaux civils contre les forces armées. Le mécanisme est alors le même que pour le procès des trois juntas : les juges répondent qu'ils doivent renvoyer le procès aux tribunaux militaires, les militaires se refusent, et ainsi de suite.

L'accumulation de ces procès en suspens peut constituer une bombe à retardement dans le cas où certains au moins finiraient par revenir devant les tribunaux civils. Car il existe un problème politique central, qui peut enrayer la machinerie mise en place par Alfonsín : si l'on parvient à faire condamner un seul cadre intermédiaire de l'armée, tout l'édifice du « devoir d'obéissance » s'effondre. Le cas le plus exemplaire et le plus explosif à ce sujet est celui du capitaine Astiz, accusé d'avoir assassiné la jeune suédoise Dagmar Hagelin et deux religieuses françaises. A ce sujet, il y a une forte pression du gouvernement suédois, et la pression monte du côté français pour qu'Astiz soit jugé, après la diffusion d'un témoignage à la télévision. La pression internationale peut jouer dans ce cas test un rôle décisif. ■

Propos recueillis par Daniel JEBRAC, Sao Paulo, août 1985.

Le jugement des juntas

Un enjeu entre la manœuvre officielle et la lutte populaire démocratique

Depuis le 22 avril 1985, les membres des trois premières juntas militaires qui ont ravagé le peuple argentin pendant la dictature de 1976-1983, comparaissent devant la Chambre fédérale d'appel, instance judiciaire qui n'a de supérieure que la Cour suprême de justice. Neuf chefs militaires sur les mille qui ont terrorisé la société civile argentine sont jugés en vertu du décret numéro 158 de décembre 1983 sous l'accusation générale de violations graves des droits de l'homme, qui comporte l'appellation suivante : « *Homicides, privation illégale de liberté et applications de la torture aux détenus* » avec un degré de participation définit comme celui « *d'auteurs médiats* ».

C'est un fait inédit dans l'histoire de ce pays, fréquemment perturbée par des coups d'Etat dans la dernière moitié du siècle (1). Un tel événement a soulevé une énorme attente tant au niveau national qu'international. Mais quels problèmes pose-t-il ? La gouvernement de Raul Alfonsín a-t-il décidé de punir de façon exemplaire ceux qui ont violé les droits de l'homme les plus élémentaires ? S'agit-il de nettoyer un terrain miné, dangereux pour la vie commune pacifique de toute société civilisée en désamorçant les charges explosives qui hypothèquent la « démocratie reconquise » d'Argentine ? Le gouvernement du Parti radical a-t-il besoin d'éliminer politiquement les restes fascistes pour sa propre survie ? Ou, bien au contraire, ne s'agit-il que d'un rideau de fumée, d'une simple manœuvre pour cacher la continuité fondamentale de l'exploitation bourgeoise ? Sommes-nous face à une simple représentation qui cache les problèmes les plus aigus ? Ou bien s'agit-il finalement de la nécessité de destituer les secteurs les plus réactionnaires et autoritaires des rangs de l'armée afin de récupérer pour la classe politique — et de les présenter à la société civile — les « authentiques » forces armées : le dernier rempart de l'Etat bourgeois ? Sommes-nous en présence d'un procès qui, même s'il est limité et contrôlé, est positif par les effets politiques qu'il libère sur le terrain des libertés démocratiques et de la lutte politique en général ? Ou dans le cas contraire de quoi s'agit-il ?

Horacio MIGUENS

Pour l'actuel gouvernement du Parti radical — comme pour n'importe quel gouvernement bourgeois — il est clair que les forces armées, particulièrement dans une formation sociale arriérée comme celle de l'Argentine, sont une composante clé du pouvoir politique. Mais de quelles forces armées ce gouvernement constitutionnel a-t-il besoin ? La situation de chaos dans laquelle s'est retrouvée la république argentine après la crise de la dictature militaire est fondamentalement marquée par trois éléments : une dette extérieure impayable qui atteint plus de 45 milliards de dollars (environ 400 milliards de francs), une répression sanglante et aveugle qui a fait plus de 30 000 disparus, des milliers de morts et de prisonniers politiques et une défaite militaire honteuse lors de la guerre des Malouines en 1982, qui a entamé le prestige des forces armées argentines à tel point que cela se reflète dans le slogan populaire qui affirme : « *Ils ne servent pas pour le gouvernement, ils ne servent pas pour la guerre, les militaires assassins ne servent même pas pour une m...* ».

Dans le même temps, la lutte contre la dictature et contre ses conséquences durables, dont l'élément moteur fut indiscutablement le mouvement des droits de l'homme, remet toujours plus en question le caractère de la démocratie dans un pays

arriéré et dépendant, allant — consciemment ou non — bien au delà de ce que cette démocratie bourgeoise est susceptible d'offrir aux masses populaires dans une telle situation. La forme de massacre généralisé, de véritable génocide, qu'a pris la répression de toute résistance populaire, ne peut si facilement s'occulter, même à long terme.

LA STRATÉGIE D'ALFONSIN

Le gouvernement d'Alfonsín doit donc remplir un double objectif. Il doit d'abord rendre acceptable la hiérarchie militaire aussi bien en regard des institutions bourgeoises que de l'ensemble de la population laborieuse, et pour cela il doit se défaire des secteurs putschistes et réactionnaires de l'armée qui représentent un danger pour la continuité constitutionnelle elle-même. D'autre part, il doit empêcher le débordement des revendications concernant les droits de l'homme et canaliser les aspirations démocratiques du peuple argentin. Pour ce faire, il lui est néces-

1. Depuis 1930, année du premier coup d'Etat militaire, d'autres se sont succédés en 1943, 1955, 1962, 1966 et 1976. Depuis 1952, date à laquelle prend fin la première présidence du général Juan Peron, aucun président constitutionnel n'a pu terminer son mandat.

saire d'arracher à la société civile le drapeau légitime de la justice et de la liberté.

Nous pouvons donc voir la logique générale qui fixe le cadre de la stratégie officielle. Il s'agit de sauvegarder les forces armées en tant qu'instrument de défense des institutions bourgeoises en évitant leur débâcle devant l'importante haine populaire dont elles sont l'objet. Simultanément le gouvernement entend réduire la capacité de riposte et de rébellion de la population et intégrer les revendications de l'avant-garde civique dans les initiatives gouvernementales elles-mêmes. L'Etat pourrait ainsi reprendre à son compte le concept de justice et de droit qui, dans les mains de cette même avant-garde, commençait à remettre en question la logique de la domination, tout cela pour entamer le potentiel libérateur de la lutte démocratique, dénaturer ses objectifs et les filtrer pour les besoins propres du gouvernement.

Dans un premier temps, le gouvernement constitutionnel réclame donc aux forces armées leur propre épuration, un « auto-nettoyage », comme condition élémentaire pour pouvoir les réinsérer avec tous leurs droits dans l'espace du pouvoir politique. Parallèlement il enfonce un coin dans le mouvement des droits de l'homme, y semant la confusion et parvenant presque à le diviser en essayant de faire passer la lutte d'un mouvement de masse à travers les institutions du pouvoir bourgeois (2).

Recherchant avant tout cette auto-épuration militaire, le gouvernement radical n'impose donc le jugement que des trois premières juntas militaires, et seulement de neuf parmi les milliers d'assassins et de tortionnaires, les autres « s'étant limités à accomplir les ordres » selon le discours officiel en vigueur. Ainsi « les plus grands responsables politiques des excès » sont dans un premier temps jugés, via la haute voltige d'Alfonsín, par des lois et des juges militaires ; premier pas vers la réhabilitation nécessaire des forces armées par elles-mêmes.

Ces forces armées sont habituées à l'exercice direct du pouvoir politique et pas seulement à sa défense ; ce qui a développé leurs intérêts particuliers. Et surtout, elles sont compromises dans la sauvage répression, par le biais de ce que l'on appelle « le pacte de sang » y compris au niveau des officiers et des sous-officiers de l'époque. Elles n'ont donc pas le moindre intérêt, non seulement à s'auto-punir, car condamner les chefs, c'est projeter la faute sur toute l'institution militaire, ni même à reconnaître des « erreurs ». « Une armée victorieuse ne rend pas de comptes » comme l'ont déclaré et continuent à le faire plusieurs chefs militaires.

C'est ainsi que les différentes couches militaires réagissent négativement face aux initiatives gouvernementales : elles revendiquent « ce qui a été fait contre la subversion », critiquent et insultent le travail de la Commission nationale sur la disparition des personnes (CONADEP), créée par décret présidentiel pour enquêter et informer sur le caractère de la répression, réclament qu'une



Rassemblement devant l'ambassade d'Argentine à Paris en 1982. (DR)

plus grande partie du budget soit attribuée à des dépenses militaires et font obstacle aux rares procès ouverts contre des militaires accusés de répression devant des tribunaux civils etc.

Face à la répulsion de la société civile et au sentiment désolé de la classe politique, notamment de l'équipe gouvernementale, les forces armées serrent les rangs et les juges militaires (le Conseil suprême des forces armées) finissent par déclarer innocents les membres des trois juntas. Le premier coup d'Alfonsín tourne mal : le secteur militaire est allergique à l'auto-épuration, il faudra donc le laver de force. Le refus obstiné des militaires ne laisse pas de choix à l'administration radicale : la Chambre fédérale devra prendre en charge le processus judiciaire.

La tenace et intelligente initiative officielle qui tente d'institutionnaliser une conception alternative des droits de

l'homme parviendra à semer la confusion et à démobiliser, pour un temps, l'avant-garde des luttes populaires. Toutefois le rapport explosif de la CONADEP allait beaucoup plus loin que ne le pensait le gouvernement et provoqua dans de larges secteurs de la population une grande prise de conscience. Les trois premières éditions d'un tirage de plusieurs milliers d'exemplaires de ce rapport intitulé « Nunca mas » (Jamais plus) ont été épuisées en seulement deux semaines en décembre 1984 et on atteint aujourd'hui une diffusion de 170 000 exemplaires. Le caractère provocateur du jugement d'absolution des juntas par le tribunal militaire et les attentats permanents et réitérés des services de sécurité et de renseignements ont mis en évidence l'existence d'un appareil de

2. Cf. *Inprecor* numéro 189 du 4 février 1985.

répression toujours intact. Cela coïncide depuis le début du procès civil en avril 1985 avec la réactivation du mouvement pour les droits de l'homme et le développement dans la population d'une meilleure compréhension du cadre dans lequel se situait la politique d'Alfonsín. Cette évolution était inscrite dans les risques que comportait la stratégie adoptée par Alfonsín. Cette dernière exposée à la publicité relative de ses actes a créé une dynamique de conscientisation qui mit à nu le véritable caractère de la « lutte contre la subversion » et du procès actuel. La vérité est une force alliée de l'évolution de l'histoire. Et cet élément puissant facilitera énormément le travail du Ministère public en laissant en même temps la défense sans réaction juridique valable face au caractère accablant des témoignages de la répression.

Le procureur général Strassera « *essayera tout d'abord de démontrer la subordination de ceux qui ont commis les faits aux personnes jugées ; puis il tentera de démontrer les faits ; et enfin, il essayera de démontrer que les accusés, même s'ils n'avaient pas donné les ordres correspondants, ne pourront alléguer de leur ignorance et donc, ne pourront pas se justifier de ne pas avoir pris des mesures pour éviter de telles conduites* » (3). Pour l'exprimer dans le langage désincarné des assassins en chef, le Ministère public essayera de prouver que ceux qui ont commis cette répression « *ont fait la guerre avec la doctrine en main, avec les ordres écrits des commandements supérieurs* ». « *Nous n'avons jamais eu besoin comme on nous en accuse, d'organisme paramilitaire* » déclarait le général S. Rivero, face à la junte interaméricaine de défense à Washington, le 24 janvier 1980, et aussitôt il ajoutait que la répression « *a été conduite par les généraux, amiraux, généraux de brigade de chaque force. Elle n'a pas été conduite par un quelconque dictateur ou une dictature, comme on prétend le faire croire à l'opinion publique internationale (...) la guerre a été conduite par la junte militaire de mon pays à travers les états-majors* » (4).

L'ATTITUDE DES ACCUSÉS ET DE LEURS DÉFENSEURS

Les défenseurs des chefs militaires, 21 avocats pour 9 inculpés, n'agissent pas comme un bloc, car chaque avocat cherche avant tout à sauver son propre client et non la dictature militaire en général. Comme il n'y a ainsi plus de marge de manœuvre pour une défense politique globale, ils se voient obligés d'utiliser la tactique du « sauve-qui-peut ». Derrière cette recherche d'une stratégie individuelle, des rancunes et des différences politiques et personnelles sont apparues entre les ex-commandants. A Massera qui affirme, « *Vous savez que Videla est un fils de pute* », Harguindeguy, ministre de l'Intérieur de Videla, répond dans le même ton : « *C'est l'œuvre de cette saloperie de fils de pute de Massera* ».

Le poids énorme des preuves, la valeur des déclarations des témoins à

charge qui ne se sont jamais contredits, qui firent preuve d'une précision et d'une mémoire énorme, s'opposaient aux hésitations, aux oublis, aux contradictions et aux refus de répondre de beaucoup de témoins de la défense. Tout cela a contraint les défenseurs des tortionnaires à changer de tactique en se repliant sur des tentatives de contester la validité du procès. Des protestations diverses, au cours de l'audience, des réclamations sur la violation du droit de la défense, et même une demande de suspension du procès furent les seuls arguments des défenseurs des tortionnaires. Face à eux, la force irrésistible des témoignages dévoilaient l'horreur préméditée et organisée qu'ont eu à subir les classes populaires — et même des individus des classes dirigeantes — de la part de la dictature la plus cruelle et la plus réactionnaire qu'ait connue l'Argentine.

L'avocat Orgeira, défenseur du général Viola, l'un des plus compromis des chefs militaires, a servi d'exemple à ses collègues par son système de défense visant à influencer l'opinion publique en affirmant qu'en Argentine il « *s'est développé une guerre* » et qu'à la guerre « *tout se justifie* ». Il étaya ses propos par l'accusation parfois à peine voilée que tous les disparus étaient des terroristes subversifs, ou encore que tel ou tel témoin compromettant pour les accusés avait des « *activités politiques ou syndicales* ». Il leur fallait avoir recours à de tels procédés pour essayer de défendre les enlèvements, les viols, les assassinats, les pillages et les vols dans les maisons des disparus, l'enlèvement et la cession aux militaires — parfois sous forme d'un trafic commercial — de quelques 200 enfants de « subversifs » : toute cette épouvante contenue dans les seize semaines et demi d'exposition des témoignages, dans les deux cent quatre vingt deux cas présentés par le procureur Strassera. De telle façon que si ce n'était la notoriété politique des accusés avec tout ce que cela implique de compromissions de larges cercles gouvernementaux et de précédents pour de futures actions judiciaires, personne ne doute aujourd'hui en Argentine que ces délinquants seraient condamnés à la prison à perpétuité sans plus de formalités.

De multiples déclarations sont venues confirmer les accusations contre les tortionnaires. « *Videla savait ce qui se passait* » affirme Robert Cox, ex-directeur du journal *Buenos Aires Herald*, dans son témoignage du 29 avril 1985. « *Camps et Etchecolatz furent les premiers qui m'interrogèrent* » confirme Jacobo Timmermann, ancien directeur du journal *La Opinión* de Buenos Aires le 3 mai 1985 à la barre des témoins. « *J'ai pu reconnaître le général Camps* » déclare catégoriquement le 8 mai 1985 Alfredo Bravo, ancien dirigeant syndical enseignant, actuellement fonctionnaire de l'administration d'Alfonsín. Des militaires confirment ces témoignages. « *Haroldo Conti, le journaliste, l'écrivain, était traîné sur le sol, le radius et le cubitus mis à nus* » reconnaît le 10 mai 1985 Carlos Hours, ancien officier sous-inspecteur de la police de la province

de Buenos Aires. « *Massera a dit que ce qui est arrivé à Sajon (agent de presse de 1971 à 1972) a été fait en toute connaissance de cause et avec l'autorisation de la junte* » confie le 13 mai 1985 le général Lanusse ancien dictateur argentin entre 1971 et 1973. « *Le fils de Perrota (ancien directeur et ancien propriétaire du quotidien et de l'hebdomadaire de Buenos Aires *Le chroniqueur commercial*) a payé 80 000 dollars de rançon mais n'a jamais revu son père* » précise le 3 juin Maximo Gainza, directeur et propriétaire du quotidien *La Prensa* de Buenos Aires. « *Ils m'ont fait signer un papier comme quoi j'étais libre et ont commencé à me torturer* » témoigne Hector Ratto, ouvrier de l'usine de Mercedes Benz (5).

Les citations de ce genre sont légions. Elles ne reflètent qu'une partie de la terrifiante répression exercée par la dictature militaire pour parvenir à l'écrasement de la société civile et à imposer un modèle économique qui serve les intérêts de la sous-oligarchie financière, et dans une moindre mesure, de l'ensemble de la bourgeoisie argentine. Cela nous permet d'avoir au moins un léger aperçu de l'impact qu'ont eu ces révélations, qui s'ajoutaient à celles déjà parues dans le rapport de la CONADEP, sur les secteurs les plus larges de la population argentine.

La vaste prise de conscience populaire aiguë par le rejet des méthodes répressives qui constituent un authentique crime contre l'humanité, se situe dans le cadre d'une compréhension plus globale du fait que « *la lutte contre la subversion* », le plan économique de Martínez de Hoz, ministre de l'Économie de Videla, ou l'aventure irresponsable des Malouines font partie d'un énorme mensonge et d'une attaque profonde contre l'ensemble de la population argentine. C'est là un des effets immédiats du procès.

Dans le même temps, les témoins ont pu rendre compte du fait qu'il ne s'agissait pas là d'erreurs ou d'excès, qu'il n'y avait pas eu seulement 9 ou 12 responsables. C'est l'avis de l'ancien chef de surintendance de la sécurité fédérale (le service de renseignement de la police fédérale), Armando Luchina, pour qui « *il n'y a pas eu d'excès comme le prétendent certains, tout a été organisé d'en haut, par l'Etat lui-même. Et donc la torture a été un fait prescrit et ordonné, non un dépassement des limites par des subalternes* » (6). Cette étape du procès a démontré au peuple argentin que la répression avait bel et bien été soigneusement planifiée, qu'elle avait été exercée contre toutes les tentatives d'opposition ou de dissidence provenant d'ouvriers, d'employés, de ménagères, d'intellectuels, d'artistes, etc.

3. *Diario del juicio*, hebdomadaire bourgeois commercial, Buenos Aires, numéro de présentation du 27 mai 1985.

4. Cité par *Nueva Presencia*, hebdomadaire démocratique de la communauté juive d'Argentine, numéro 412 du 24 mai 1985.

5. Toutes ces citations sont extraites du *Diario del juicio*, numéros 1 à 16.

6. *Nueva Presencia*, numéro 412 du 24 mai 1985.

et qu'elle avait impliqué non seulement les hautes sphères mais aussi les plus larges couches de militaires, signifiant ainsi la culpabilité de l'immense majorité des officiers et des sous-officiers de l'époque. En bref, les forces armées ont été un véritable appareil d'extermination, un authentique État terroriste.

L'EFFET DU PROCES

Et c'est ici que le gouvernement s'est englué dans la toile qu'il avait lui-même tissé : contrairement à l'échappatoire qu'Alfonsin prévoyait originellement pour garantir l'efficacité et la continuité de l'appareil répressif, le procès, conçu comme un point final par le gouvernement, a en fait impulsé de vastes discussions et provoqué certaines clarifications dans l'esprit de la population.

Et pas seulement sur le rôle joué par les militaires, car la hiérarchie ecclésiastique, la bureaucratie syndicale, les politiciens bourgeois, les juges complaisants ont aussi défilé comme complices lors des témoignages au procès. « Ainsi on a pu voir : le nonce apostolique jouant au tennis avec Massera pendant que les sœurs françaises et les catéchistes étaient torturés et assassinés à l'École mécanique de la Marine ; Monseigneur Grasselli maniant le fichier des personnes enlevées avec la même impudence que s'il s'agissait d'un inventaire de marchandises dans une boutique ; Lopez Rega empêchant que Suarez Mason ne soit mis à la retraite ; des politiciens qui autrefois allaient donner leur bénédiction au génocide, voulant maintenant se convertir en champion des droits de l'homme ; des bureaucrates syndicaux ignorants et amnésiques sur les crimes commis contre la classe ouvrière et ses dirigeants conséquents ; des juges qui détenaient dans leur bureaux ceux qui réclamaient un habeas corpus préventif et qui se retrouvaient ensuite parmi les disparus ; des ambassadeurs qui fermaient leurs portes aux persécutés pour ne pas se mettre à mal avec la dictature et beaucoup d'autres choses encore » (7).

Ce double objectif du gouvernement, d'une part que les forces armées s'épurent d'elles-mêmes et que dans le même temps le mouvement des droits de l'homme soit ainsi contrôlé, renfermait une contradiction interne entre le besoin de s'entendre avec les sommets militaires et l'exigence d'assumer les intérêts démocratiques. C'est cela qui fait qu'il fut impossible au gouvernement de contrôler totalement la situation qui se développait autour de ce procès. Ainsi le rapport de la CONADEP contredisait largement non seulement l'argumentation de la dictature mais aussi le discours même d'Alfonsin. Il est donc nécessaire pour l'administration de réajuster son tir. Il lui faut mettre en terme au débat qui traverse la population en obtenant un consensus tant que cela est encore possible. Pour sauver les cadres moyens de l'armée impliqués dans les témoignages du procès, il lui faut reformuler le concept du devoir d'obéissance, de façon à l'adapter aux nouvelles révélations. Car, si cette formule a initialement

servi de soupape de sûreté, après les révélations de la quantité et du type de délits commis par le personnel militaire subalterne, ce concept n'est plus suffisant. De même, on cherche aussi quoique de manière secondaire à développer l'idée d'un possible échange des prisonniers entre les deux parties. Les 14 prisonniers politiques hérités de la dictature, plus les trois qu'y a ajouté Alfonsin, ne sont toujours pas libérés sans doute pour préserver la possibilité d'une future amnistie voilée qui s'appliquerait à leur cas et aux militaires condamnés, parmi ceux qui ne font pas partie des anciens commandants et qui auraient pu être jugés et condamnés pour atteinte aux droits de l'homme. La mise en pratique de l'une ou des deux mesures — suivant le cas — dépendra bien évidemment de l'évolution de la situation et des marges de manœuvres du gouvernement.

« Il s'est créé au sein de nos forces armées, un état émotionnel qui affecte de façon négative l'analyse de la légalité de l'ordre reçu par un subordonné » déclarait récemment le sénateur A. Berongaray, responsable de la commission défense du Parti radical. Et il ajoutait que « le concept du devoir d'obéissance laissera libre de responsabilité l'immense majorité des cadres qui peuvent apparaître comme impliqués » dans la répression (8). Ni jugés, ni condamnés, le Parti radical les déclare déjà innocents. Comment déterminera-t-on les limites du devoir d'obéissance ? « A travers un décret judiciaire qui sera une sorte de cas exemplaire » nous répond ce même sénateur. Mais quel sera ce décret judiciaire exemplaire ?

Avant toute chose, pour le pouvoir, il s'agit maintenant de freiner le procès, d'arrêter l'avalanche de révélations qui chaque jour mettent en cause de plus en plus l'ensemble des forces armées en tant qu'institution, et de contenir la vague d'accusation qui déferle sur l'ensemble de la classe politique argentine. La prétendue indépendance des trois pouvoirs de l'État bourgeois (l'exécutif, le législatif, le judiciaire) est un des leitmotiv du gouvernement présidé par Alfonsin pour justifier son attitude.

Le cas d'Astiz, le célèbre tortionnaire des sœurs françaises Alice Domont et Léonie Duquet et de l'adolescente argentine-suédoise Dagmar Hagemin, illustre parfaitement la situation des cadres moyens de l'armée incriminés par les témoignages et qui préoccupe tant le gouvernement. On a eu connaissance récemment des révélations de Claudio Vallejos, qui faisait partie du « groupe de tâches » — nom de guerre des commandos répressifs — qui fonctionnait à l'École mécanique de la Marine. Ses propos impliquent directement la marine argentine, dont les troupes d'élite se rendirent sans combattre aux forces britanniques dans les îles Géorgies du Sud, lors de la guerre des Malouines. « Astiz est le point nodal des trois catégories : celui qui donne l'ordre, celui qui le reçoit et celui qui l'exécute. C'est pour cela que si l'on touche à Astiz, ils doivent aussi mettre en prison tous les autres. C'est pour cela qu'il



Le général Videla et ses acolytes au temps de la dictature

est si protégé malgré les pressions opérées par deux pays » souligne la présidente des Mères de la Place de mai, Hebe Pastor de Bonafini (9). Il est donc nécessaire dans l'optique du pouvoir que le concept de devoir d'obéissance laisse libre de responsabilité quasiment tous les responsables d'enlèvements, les tortionnaires, voleurs et assassins. Le « décret sur un cas exemplaire » qui fasse jurisprudence, envisagé par le gouvernement, pourrait porter sur le cas Astiz.

La volonté de réduire l'impact du procès s'est illustrée dans l'attitude du procureur Strassera qui récusait 1151 témoins et réduisit de 427 (des 709 originaux aux 282 définitifs) le nombre de cas présentés lors de l'audience « par surabondance de preuves » car les témoignages apportés « sont plus que suffisants ». Parallèlement, le procureur Strassera qui avait eu une attitude correcte envers les témoins à charge devait néanmoins déclarer à la presse que le caractère indiscriminé de la répression empêchait de distinguer « entre les victimes, ceux qui étaient guerilleros et ceux qui ne l'étaient pas, méprisant et dénaturant l'effort des officiers et de la troupe qui risquent

7. *Decimos*, organe mensuel des familles de détenus et de disparus pour raisons politiques. Monseigneur Grasselli, prêtre lié à l'état-major militaire, avait dans les bureaux de la paroisse dans laquelle il officiait, un fichier qu'il avait confectionné, renfermant les faits concernant les disparus qui étaient entre les mains de l'armée avec la date de l'enlèvement, le lieu probable de détention etc. Il « conseillait » ou « décourageait » les membres des familles de disparus qui venaient lui demander conseil ou réclamer sa médiation.

Quant à José Lopez Rega, le « Raspoutine du péronisme », il fut l'homme fort du gouvernement répressif d'Isabel Peron entre 1974 et 1975. Le général Suarez Mason, commandant du Premier corps d'armée dans les premières années de la dictature, fut responsable de plusieurs camps de concentration. Tous les deux sont membres de la fameuse loge italienne P-2 et se trouvent en fuite.

8. *Decimos*, op. cit., numéro 4 du mois d'août 1985.

9. *Nueva Presencia*, op. cit., numéro 420 du 19 juillet 1985.



militaire. (DR)

leur vie, jusqu'à la perdre, en luttant contre la subversion » (10). Il se lamentait aussi sur le sort de ceux qui faisant partie des « groupes de tâches », « risquèrent leur vie, ne peuvent recevoir la reconnaissance du reste de la société et doivent voir certains délinquants subversifs apparaître comme des victimes innocentes » (11). Face à cela, nous nous contenterons de répéter avec les Mères de la Place de mai : « Qu'y a-t-il derrière ces affirmations sinon la tentative de préserver des milliers de cadres moyens des forces armées qui participèrent à la sauvage répression massivement déchaînée contre notre peuple à partir de 1976 ? » (12).

LA PRESSE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE FACE AU PROCÈS DU « PROCÈS »

La couverture du procès par la presse argentine n'a pas dépassé les limites des intentions de la classe politique à cet égard. Il lui a tout d'abord été donné une place quasi-exclusive. Mais, alors que la succession des témoignages mettait chaque fois un peu plus en cause la responsabilité des forces armées dans leur totalité, la presse a limité et restreint de plus en plus l'information à ce sujet et s'est mise à interpréter les différents témoignages selon ses intérêts. Ainsi, le quotidien de l'oligarchie réactionnaire *La Nación* de Buenos Aires, tenta de salir les courageuses déclarations de plusieurs témoins qui s'étaient retrouvés parfois contraints de collaborer avec leurs propres bourreaux en titrant « *Un autre cas de collaboration d'éléments subversifs* ». Le journal *Clarín*, qui présente les vues de la bourgeoisie un peu plus éclairée de Buenos Aires, a, avec le temps, cessé de publier des commentaires sur le procès en se limitant à quelques informations partielles. Des publications exceptionnelles sont à noter comme celles de *El periodista*, un hebdomadaire progressiste indépendant, ou *Nueva presencia*, l'hebdomadaire démocratique de la communauté juive d'Argentine. Le *Diario del juicio*, publié par une rédaction bourgeoise avide de

sensationnel, est aussi à signaler par ses effets de large promotion : il avait épuisé ses trois premières éditions tirées à des dizaines de milliers d'exemplaires le jour même de sa parution et ses 16 tirages hebdomadaires jusqu'à présent ont été l'objet de plusieurs rééditions. Ceci montre l'avidité populaire d'information, phénomène qui s'était déjà produit lors de la diffusion du rapport de la CONADEP.

Au sein du tribunal s'est maintenue la division entre « les deux Argentines qui ont coexisté sous la dictature : la secrète et l'apparente, celle de ceux qui consentaient en se taisant et celle de ceux qui ont souffert dans leur chair et dans leur sang » la répression impitoyable, comme l'écrivait le mensuel des Mères de la Place de mai en août dernier. Hebe P. de Bonafini, assistant à la première audience se vit ainsi obligée d'enlever le foulard blanc qu'elle portait sur la tête (symbole des Mères de la Place de mai) car il était considéré comme un signe distinctif. Mais comme elle le faisait elle-même remarquer au tribunal : « ils n'ont pas eu le même courage pour faire enlever leurs uniformes aux militaires (...) S'ils disent qu'on ne peut utiliser de signes distinctifs, qu'est-ce qu'un uniforme alors ? » (13).

Le fait qu'un disparu ait été un « terroriste » ou un « subversif » est aujourd'hui un élément largement relativisé dans la réflexion populaire et cela même pour les secteurs les plus larges et les plus dépolitisés de la société civile. Le discours officiel a donc opéré une évolution vers le transfert des responsabilités de la répression à toute la société civile : « il serait simpliste de dénommer les coups d'Etats des coups militaires, en accusant seulement un secteur du pays », car de tels assauts armés du pouvoir « ont toujours été civilo-militaires (avec) une lourde responsabilité civile dans leur programmation et alimentation idéologique. Nous devons donc assumer toute la responsabilité », tels sont les propos du président Alfonsín, s'adressant en juillet dernier aux forces armées. Suivant ce raisonnement, si tout le monde est responsable en général, personne ne l'est plus en particulier ; si nous sommes tous coupables, personne ne l'est vraiment. Cela permet de diluer les responsabilités politiques et militaires réelles.

LA GAUCHE FACE AU « PROCÈS ET AU CHÂTIMENT DE TOUS LES COUPABLES »

Plus ou moins explicitement selon son affiliation politique et son insertion de masse, les partis de la gauche argentine considèrent le procès des chefs de la junte comme insuffisant dans la mesure où il se limite à neuf responsables militaires. Au mieux, ce procès est considéré comme un pas positif dans « la bonne voie ».

Le Parti ouvrier (PO), courant se réclamant du lambertisme jusqu'en 1977 et resté sectaire même après sa rupture avec ce courant, ne voit dans ce procès qu'un vulgaire rideau de fumée. Selon les

déclarations de son dirigeant, Jorge Altamira, « le procès est une manœuvre car son objectif est de sauver les forces armées » même si ses « retombées positives sont comme une conséquence non voulue par le gouvernement étant donnée la caractéristique explosive du sujet » (15). Il ne faut pas s'étonner de cette vision chez ceux qui voient dans l'étape actuelle de la lutte des classes en Argentine « un instrument de la pénétration impérialiste », car « cette démocratie est un opérateur financier ».

Le Mouvement vers le socialisme (MAS), ancien Parti socialiste des travailleurs, qui se réclame aussi du trotskysme, considère selon un mot d'ordre lancé lors de mobilisations qu'il « ne suffit pas des neuf, nous voulons les autres ». Le procès est cependant perçu de manière implicite comme positif, car, derrière lui, « seul un scandaleux Ponce Pilate pourrait éviter que ne s'ouvrent des centaines de procès ». Pour cette organisation, la chute de la dictature a signifié, au milieu d'une « situation révolutionnaire », « une véritable révolution démocratique » (16).

Pour le Parti communiste (PCA), le procès est assez positif et satisfaisant pour qu'il ait renoncé depuis un mois au mot d'ordre de « procès et châtimement » des coupables, et ceci « parce que le procès existe déjà ; dans tous les cas, nous sommes pour le châtimement », selon les propos de Carlos Zamorano, avocat communiste et dirigeant de la Ligue argentine pour les droits de l'homme (LADH), orientée par le PCA (17). Même si dans le même temps, il nuancait ensuite ses propos en affirmant : « nous avons des problèmes par rapport à la formulation du mot d'ordre dans les termes exprimés jusqu'à maintenant : jugement et châtimement de tous les coupables, de tous absolument de tous, absolument de tous les coupables de la répression dans notre pays » (18).

Pour le courant « Humanisme et libération » de la Démocratie chrétienne, aile gauche et progressiste de la petite bourgeoisie chrétienne, « par le biais du procès fait aux membres des ex-juntas on chemine vers la voie correcte » (19).

Selon la Jeunesse péroniste, en revanche, il s'agit d'un procès qui conduit à un « fait spéculatif, de moment et de manœuvres politiciennes », suivant la propre terminologie de l'un de ses dirigeants, Dante Gullo (20).

Dans le cas du Parti intransigeant (PI), qui dispose d'une base petite bourgeoise

10. *La Nación*, Buenos Aires, 13 juin 1985.

11. Idem.

12. *Madre de plaza de mayo* (MPM), organe mensuel de l'organisation de ce nom, numéro 8, juillet 1985.

13. *Nueva Presencia*, op. cit., numéro 420, 19 juillet 1985.

14. *Decimos*, op. cit., numéro 4, août 1985.

15. *El Periodista*, numéro 45 du 19 juillet 1985.

16. *Decimos*, op. cit., numéro 4, août 1985.

17. MPM, op. cit., numéro 9, août 1985.

18. Idem.

19. *Decimos*, op. cit., numéro 4.

20. Idem.

démocratique et anti-impérialiste, le procès est considéré comme positif, même s'il ne suffit pas, car ce qu'il faut c'est « *enquêter jusqu'à ce que toute la vérité soit établie, qu'on applique le châtiment aux coupables de ces incroyables crimes commis, et qu'on en finisse définitivement avec l'impunité* » (21).

A partir de cet éventail de positions, nous pouvons voir que la gauche argentine oscille entre une caractérisation purement instrumentaliste du procès considéré comme une simple manœuvre, comme c'est le cas pour PO, et un appui quasi acritique à cette initiative gouvernementale comme moyen approprié de jugement des responsables de la répression dans le cas de Humanisme et libération.

De la même façon que le plan économique de Martinez de Hoz a signifié une chute gigantesque du pouvoir d'achat des travailleurs et que l'aventure militaire des Malouines a provoqué une énorme déception et frustration seulement dépassée par la répudiation de la dictature, le procès des chefs des juntas militaires jette à bas les derniers lauriers dont se targuait la caste militaire : la lutte « antisubversive », dont elle se revendiquait, n'a pas été une lutte contre des « secteurs armés terroristes » en défense de la population, mais bel et bien une véritable guerre contre cette même population et contre toute forme de résistance, d'opposition et d'organisation antidictatoriale.

Le processus judiciaire démontre que la disparition de plus de 30 000 militants populaires, la mort et l'emprisonnement d'autres milliers et l'exil de dizaines de milliers de gens qui luttaient contre la dictature, ont été liés à un plan économique visant à structurer une sorte de nouveau modèle économique argentin. Ce même plan qui d'ailleurs aujourd'hui ne permet même pas au gouvernement actuel d'atténuer l'approfondissement et le renforcement de la dépendance argentine, avec ses conséquences en termes de chômage, de paupérisation et de misère.

C'est ainsi que lentement mais de manière tenace, des secteurs populaires auparavant indifférents sont en train de découvrir le caractère ultime de la répression, son objectif essentiel. Et si la société civile argentine continue à ne pas se mobiliser massivement (on ne se débarrasse pas aisément de huit années de terreur) et continue à ne pas avoir l'initiative politique, la seule mention d'une amnistie possible ou éventuelle, même déguisée, pour les violeurs, les voleurs, les assassins et les responsables d'enlèvements, provoque le refus ferme et indigné des masses.

Des secteurs du mouvement ouvrier — particulièrement les syndicats les plus combattifs, les listes syndicales antibureau-craticques — s'intègrent peu à peu à la lutte pour les libertés démocratiques, lutte inséparable des revendications économiques qui sont les plus ressenties et presque les seules qui mobilisent en permanence aujourd'hui en Argentine. Ce faisant, ils enrichissent et renforcent un mouvement des droits de l'homme qui,

LE BOURREAU ASTIZ

En 1977, Astiz était un élément des plus actifs dans un centre de répression de triste notoriété, l'École de mécanique de la marine. 4 000 personnes y ont été torturées en deux ans et il y a eu seulement une centaine de survivants. Astiz y était surnommé « le corbeau » par ses amis tortionnaires. Son rôle était de s'infiltrer dans les associations de défense des droits de l'homme pour en dénoncer ensuite les membres. C'est comme cela qu'il infiltra le mouvement des mères de la place de Mai. Lors d'une réunion de défense des droits de l'homme, dans les locaux de l'église Santa-Cruz à Buenos Aires, le 8 décembre 1977, une rafle effectuée sur la dénonciation d'Astiz conduisit à l'arrestation d'une dizaine de personnes, dont la sœur Alice Domon, des missions étrangères de France. Une autre sœur des missions, Léonie Duquet, subit le même sort. Toutes les deux, ainsi que Virafior de Vicenti, dirigeante du mouvement des mères de la place de Mai, sombreront dans l'enfer de l'École de mécanique. Après le départ de l'amiral Massera du commandement en chef de la marine en 1978, Astiz séjournera en Afrique du Sud jusqu'en 1981. A propos de la situation actuelle d'Astiz, l'envoyé spécial du Monde en Argentine écrivait le 7 août dernier : « *Dénoncé par une dizaine de témoins, poursuivi pour l'enlèvement d'une jeune Suédoise et de deux religieuses françaises, accusé de s'être rendu sans coup férir aux Anglais pendant la guerre des Malouines, il continue d'exercer son métier de lieutenant de vaisseau, dans l'estime et même l'admiration générale de ses compagnons d'armes.* » ■

s'il n'entraîne pas encore les rangs des larges masses, va doucement dans cette voie. Les progrès dans cette direction ont permis d'enrayer la crise qui touchait ce mouvement l'an passé. Ainsi, la grève prolongée avec occupation de la multinationale Ford, fut ouvertement appuyée par les Mères de la Place de mai, qui à leur tour, à l'occasion d'une démonstration pour la libération des prisonniers politiques reçurent l'adhésion de la Commission interne en lutte de la Ford. Tel est le chemin à suivre.

Le mouvement pour les droits de l'homme — notamment les Mères et Grands-mères de la Place de mai, les parents des détenus et des disparus pour raison politique, le Centre d'études légales et sociales — est dans une large mesure une réponse à la crise de 1984 et constitue l'avant-garde de la lutte contre la dictature et aussi contre l'actuel gouvernement. Il a encore aujourd'hui un dur chemin pour faire aboutir ses revendications d'autant plus qu'il s'affronte à un ennemi difficile qui se dispense de recourir à une répression visible au profit d'une stratégie visant à obtenir un consensus autour de ses initiatives politiques.

Le 2 août dernier, lors d'une action soutenue par plus de 100 organisations et impulsée par les Mères de la Place de mai, entre 40 000 et 50 000 personnes ont manifesté devant le Palais du gouvernement avec le mot d'ordre de « *Non à l'amnistie* » et « *jugement et châtimement de tous les coupables* ». Le 6 septembre, plus de 50 000 personnes ont défilé devant les bâtiments du Congrès avec le mot d'ordre central « *Pas d'impunité pour aucun coupable* ».

Ce ne sont pas là des chiffres énormes, mais ils marquent une réactivation et une relative stabilisation de la capacité de mobilisation de la lutte pour les droits de l'homme, qui remet chaque fois un peu plus en cause la logique même de la domination, la démocratie bourgeoise elle-même. « *Car demander la restitution en vie (des disparus) n'est pas une simple formule, c'est remettre en question l'idée qu'il n'y ait qu'un seul responsable qui nous dise ce qui s'est passé, c'est mettre*

en question un système », comme l'a souligné Hebe P. de Bonafini dans son discours lors de la manifestation du 2 août dernier (22). Concernant le procès, Hebe même a ajouté : « *Nous avons un accord véritable, car ceux qui jouissent aujourd'hui de l'impunité sont les putschistes de demain, ceux qui emmèneront nos fils. C'est pour cela que nous avons choisi d'être ici aujourd'hui, pour que ces criminels aillent en prison, pour que nous ne nous laissions pas tromper et que ce procès ne soit pas comme le petit miroir qu'apporta Christophe Colomb pour nous voler ensuite ce que nous avions de meilleur. Parce que dans ce procès, compagnons, il n'est pas question de militants populaires ou d'opposants politiques, qui eux sont les fils qui nous manquent, les disparus. De façon lamentable, dans ce procès, on dit qu'on est en train de juger les excès de la guerre contre le terrorisme, et implicitement on accuse nos enfants sans jugement. C'est pour cela que nous exigeons qu'ils soient traités pour ce qu'ils sont. Ce ne sont ni des enfants innocents qui n'ont rien fait, ni des terroristes. Ce sont des hommes et des femmes du peuple qui ont donné leur vie, qui ont donné leur sang* » (23).

Précisément parce que la lutte conséquente au sujet des disparus remet en question le système, parce que le procès va bien au delà des propositions du Parti radical, le gouvernement essaiera de dépasser cette contradiction. Ainsi, tout ce qu'Alfonsín et ses partisans ne parviennent pas à récupérer de cette lutte pour les libertés démocratiques, c'est la société civile qui le reprendra à son actif avec plus de force. C'est dans ce contexte que se pose aujourd'hui la lutte de classe autour de la question des droits de l'homme et c'est là que l'avant-garde révolutionnaire doit intervenir. ■

Horacio MIGUENS,
Buenos Aires,
le 15 septembre 1985.

21. Idem.

22. MPM, op. cit., numéro 10, septembre 1985.

23. Idem.

APPEL A DÉBATTRE DES VOIES DE L'UNITÉ POPULAIRE POUR LA DÉMOCRATIE ET LA LIBÉRATION

NOUS publions ci-dessous un document qui, en réponse à l'interpellation du prix Nobel de la paix, Adolfo Perez Esquivel, lance un appel à « débattre des voies de l'unité populaire pour la démocratie et la libération ». Ce

DOCUMENT

Face à la situation économique préoccupante née du problème de la dette extérieure, le prix Nobel de la paix, Adolfo Perez Esquivel a appelé « toutes les organisations sociales et les partis politiques à une discussion ouverte pour trouver quelles sont les voies, quels sont les projets, quelles sont les alternatives que nous voulons pour le pays » (revue *Entre Todos*, mai 1985).

La crise la plus profonde de ce siècle accable les Argentins et nous cherchons anxieusement une sortie. Et ce ne peut être là l'œuvre exclusive d'hommes d'Etat ou d'experts en économie, mais aussi celle de millions d'hommes et de femmes du camp populaire. Il vaut la peine de répéter ce qui fut dit historiquement : « Seul le peuple sauvera le peuple ».

Dans cet appel, Perez Esquivel développait ceci : « *On nous faisons face à ce défi historique, ou nous perdons ce moment si particulier non seulement de l'histoire de l'Argentine, mais aussi de toute l'Amérique latine, et l'Argentine est aujourd'hui le pays qui a les meilleures conditions sur le continent pour mettre sur pied un véritable processus révolutionnaire, historique, d'indépendance économique.* »

Trois thèmes clé définissent cette alternative.

LA DETTE EXTÉRIEURE

Le principal obstacle auquel doit faire face la démocratie, c'est la dette extérieure. Le Fonds monétaire international (FMI) nous impose le paiement d'intérêts usuraires et des mesures économiques récessives qui sont acceptées par le gouvernement. Dans les faits, cela signifie l'appauvrissement croissant des secteurs populaires et la destruction de l'industrie nationale qui avait survécu au plan économique de la dictature appliqué par José Alfredo Martinez de Hoz.

Réfléchissons : pour une dette de 50 milliards de dollars, le pays doit payer près de 6 milliards de dollars d'intérêts par an ; le solde excédentaire entre ce que le pays exporte et ce qu'il importe représente environ 4 milliards de dollars. Cela signifie que, même si au prix de la faim de la majorité de la population et de la récession économique, nous versons ces 4 milliards de dollars, ce n'est pas assez et nous continuons à nous endetter. Ce qu'obtient le pays en une année n'est même pas suffisant pour payer les intérêts usuraires que nous impose la grande banque internationale. Donc, le paiement de la dette est impossible et touche à notre survie comme nation.

L'alternative : si, en revanche, nous choisissons une solution conforme à l'intérêt national, ces 4 milliards de dollars excédentaires de la balance commerciale rendraient possible, par exemple, la construction de 40 grandes entreprises, créant ainsi 80 000 nouveaux postes de travail par an ou leur équivalent ; 800 000 nouveaux logements populaires par an et leur effet de réactivation de l'économie.

La situation que nous connaissons trouve son origine dans notre dépendance historique, mais elle a été dramatiquement aggravée par les sept années de dictature militaire qui ont ravagé le pays. Nous continuerons à payer ses effets tant que nous n'adopterons pas une politique qui a pour but notre indépendance économique.

Nous autres Argentins, pouvons faire face à une « économie de guerre », si cette guerre est menée contre le FMI et pour relever le pays et non contre le peuple et pour étrangler la nation.

Pour avoir payé la dette extérieure et ne pas avoir démantelé les mécanismes des capitalistes nationaux, notre pays

connaît de nouveau une inflation incontrôlable. Le gouvernement base son plan économique actuel sur la nécessité d'en finir avec cette plaie. Parvenir à ce résultat, c'est un besoin et une attente pour de larges secteurs de la population. Mais ce qui s'oppose à cet objectif, c'est que ce plan a été mis au point, jusque dans ses moindres détails, avec le FMI, dont la politique n'a jamais bénéficié à aucun peuple. C'est la même chose quand on prétend continuer à payer ponctuellement les intérêts de la dette.

Les responsables de l'inflation et de la crise économique, ce ne sont pas les petits commerçants mais bien les grands monopoles industriels et financiers. C'est eux que doivent viser le contrôle populaire et gouvernemental.

LES DROITS DE L'HOMME

Si l'on ne résoud pas ce problème capital, alors les droits de l'homme, dans leur conception la plus large, n'ont aucun sens : le droit au travail, à la santé, à un logement, à se nourrir, à l'école, à une vie digne.

Mais, en même temps, il faut continuer à lutter pour les droits de l'homme, qui furent écrasés par la répression dictatoriale. Dans ce sens, le rapport de la Commission nationale sur la disparition des personnes (CONADEP) et le jugement des juntes militaires mettent à nu une partie des atrocités commises par la dictature militaire. Mais ces crimes ne pourront être réparés s'il n'y a pas l'apparition en vie de tous les détenus-disparus, la restitution des enfants à leurs familles respectives, le jugement et le châtiement de tous les responsables du génocide, la liberté pour les prisonniers politiques, le démantèlement de l'appareil répressif illégal.

LA DÉMOCRATIE QUE NOUS VOULONS

Même avec des limites et des imperfections, cette démocratie que nous avons conquise doit être défendue contre toute menace autoritaire. Mais, en même temps, nous devons rechercher comment l'approfondir, pour en faire une démocratie participative, pour que tous les secteurs sociaux et économiques du camp national et populaire jouent un rôle plus actif dans la solution des problèmes du peuple, pour que la démocratie soit exercée dans toutes les organisations du pays, les syndicats par exemple, beaucoup de ceux-ci étant encore dirigés par des bureaucrates qui furent les complices silencieux de la dictature et qui, aujourd'hui, veulent entraîner la classe ouvrière derrière des projets déstabilisateurs ou des intérêts sectaires.

Voilà la discussion qui est nécessaire aujourd'hui. Il est urgent que tous les secteurs politiques, religieux, les organisations populaires et la jeunesse se réunissent pour débattre de ces questions.

Ce n'est qu'au travers de l'unité populaire surgie d'un large débat que l'on pourra trouver les voies pour approfondir la démocratie et marcher vers la libération nationale et sociale, par la construction d'une alternative politique qui dépasse les possibilités de chaque structure particulière et qui ne peut être menée à bien que par tous ceux qui veulent cette libération.

Nous, signataires, nous nous rallions à ce présent appel et nous invitons à y participer pour qu'ensemble, nous construisions l'unité populaire pour la démocratie et la libération. ■

Publié dans *Izquierda Unida* numéro 1, Buenos Aires, 1er août 1985.

Le plan austral, austérité de choc, licenciements et gel des salaires

LE 15 juin dernier, le ministre de l'économie, Jean Sourrouille mettait en application son plan austral, du nom de la nouvelle monnaie argentine créée pour l'occasion en remplacement du peso et qui vaut mille fois plus que l'ancienne monnaie (un austral vaut 0,8 dollar). Ce plan repose sur trois points fondamentaux : réduction radicale du déficit budgétaire, gel des salaires et des prix et réforme monétaire. Dans la présentation de cette orientation économique par le pouvoir, il s'agissait de venir à bout d'une crise économique qui se caractérise par une inflation galopante (30 % par mois dans la dernière période), une récession dramatique et une dette extérieure qui ne cesse de s'accroître (43,6 milliards de dollars en décembre 1983, le paiement de son service représentait alors par an 160 % de l'excédent de la balance commerciale).

L'endettement demeure pourtant et s'amplifie même. La dette extérieure est passée de 43,6 milliards de dollars en décembre 1983 à 53 milliards de dollars en juillet 1985, et ceci sans compter les 4,2 milliards de dollars empruntés par le gouvernement en août dernier. « En 1984, l'Argentine a payé 5,712 milliards de dollars au titre du service de sa dette, et cette année elle devra payer 5,518 milliards, alors que, dans le meilleur des cas, le solde de son commerce extérieur sera en 1985 de 3,8 milliards » (1).

Quant à la récession, elle s'accroît, l'activité industrielle ayant chuté en juillet par rapport au mois précédent. Le maintien de haut taux d'intérêt a tendance à réduire les investissements productifs tandis que le gel des salaires pèse sur le marché intérieur. Par ailleurs, les prix des principales exportations argentines (blé, soja, maïs) baissent, diminuant d'autant les rentrées de devises. « Le problème de la dette demeure entier », comme le déclarait le ministre de l'économie en août dernier.

Accentuation de la dette extérieure, aggravation de la dépendance vis-à-vis du système capitaliste international, et dégradation du sort des masses populaires soumises à une dure politique d'austérité, telles sont donc les conséquences générales d'un plan austral bien impuissant à régler les déséquilibres structurels d'une économie dépendante et les effets de la crise mondiale sur cette économie. C'est bien ce qui ressort de l'article ci-dessous, traduit du numéro 8 de juillet-août 1985 de la sélection cône Sud d'*Inprecor*.

Juan ROBLES

« Jamais les salaires ne feront les frais de l'économie ». C'était là la phrase préférée d'Alfonsín pendant la campagne électorale, qu'il continua d'ailleurs à répéter dans ses premiers discours après son investiture à la présidence le 10 décembre 1983. Mais, le 29 juillet dernier, le gouvernement radical faisait parvenir au Fonds monétaire international (FMI) un mémorandum d'accord dans lequel il promettait que « les salaires resteraient bloqués le temps qu'il faudrait ». Les promesses du gouvernement avaient été définitivement enterrées le 14 juin lors de l'adoption d'une série de mesures économiques qui, entre autres, consacreraient le blocage indéfini des salaires. Les félicitations des banquiers impérialistes ne se firent guère attendre après l'adoption du plan austral.

UN PLAN POUR QUI ?

Si l'on en croit la propagande officielle, le plan austral est une bataille « radicale » contre l'inflation, pour pouvoir parvenir à une seconde étape de relance économique du pays. En réalité, le plan a une victime toute désignée :

les travailleurs. Il a aussi un bénéficiaire évident : les créanciers de la scandaleuse dette extérieure argentine.

Cette affirmation n'est pas une simple estimation, mais quelque chose que l'on peut prouver par les chiffres. Ainsi, on peut lire dans une revue indépendante d'Argentine que « par le dernier ajustement de choc, les salaires ont été bloqués au 30 mai et les prix au 13 juin. Dans les deux premières semaines de juin, les prix ont augmenté de 30 à 40 %, ce qui ne sera pas restitué aux salariés étant donné que le réajustement qui se fera fin juin incorporera 90 % de la perte du pouvoir d'achat de mai. De cette façon, il n'y a pas eu parité dans le blocage : les salaires sont gelés sans y inclure la forte hausse des prix des douze premiers jours de juin et cette différence a duré jusqu'à la période où le pouvoir d'achat n'a été retrouvé qu'à 90 %. De cette façon, le changement le plus important du réajustement en cours consiste en une baisse des salaires de 30 à 40 % pour le moins. Si l'on prend en compte que le produit national brut argentin est de l'ordre de 75 milliards de dollars (638 milliards de francs) et que les salaires en représentent moins de 30 %, c'est-à-dire 22 milliards de dollars (187 milliards de

francs) la baisse des salaires de 30 % (dans le meilleur des cas) implique un transfert de revenus vers les capitalistes de l'ordre de 6,7 milliards de dollars (57 milliards de francs) en un an » (2).

Et ces 6,7 milliards de dollars, que l'on enlève aux travailleurs, ont déjà leur destination. Environ 2 milliards de dollars (17 milliards de francs) iront s'ajouter au solde commercial excédentaire que l'on prévoit (de l'ordre de 3 milliards de dollars), pour payer les 5 milliards de dollars (42,5 milliards de francs), d'intérêts annuels de la dette extérieure. Les 4,7 milliards de dollars restant « iront grossir les gains des entreprises qui peuvent prospérer malgré la récession, c'est-à-dire celles qui exportent, alimenter le fonds d'accumulation de l'Etat — qui en grande partie se transférera vers les initiatives privées, via l'étatisation de la dette privée comme c'est le cas pour la Banque d'Italie — et servir au paiement des intérêts non seulement du système bancaire créditeur, mais aussi des capitaux spéculatifs qui affluent pour profiter des hauts taux d'intérêts de l'argent qui sont de l'ordre de 8 % par mois en dollars et des prêts qui ont été contractés pour soutenir la stabilité fictive de l'austral et qui deviendront une autre forte dette extérieure supplémentaire » (3).

Toutes les politiques d'ajustement qui s'appliquent dans les pays étranglés par la dette extérieure ont le même contenu. Au delà des jargons techniques et du caractère apparemment scientifique du monétarisme, elles convergent vers l'augmentation de la pauvreté et de la dépendance du pays, la réduction de façon croissante des revenus des salariés, l'accroissement du pillage des populations de l'Amérique latine rendues chaque fois un peu plus pauvres. La nouvelle variante introduite par le ministre de l'économie, Jean Sourrouille, c'est la méthode de choc. Cela signifie une véritable alerte rouge pour notre pays et le reste de l'Amérique latine, car le plan austral « constitue un banc d'essai au sens où il introduit un profond réajustement comme politique de l'Etat, ce qui pourrait devenir un modèle pour d'autres pays d'Amérique latine, dans lesquels ce réajustement s'est arrêté au milieu du chemin ou n'a pas été suffisamment fort » (4).

NI « RÉAJUSTEMENT » CONJONCTUREL, NI RECETTE ANTI-INFLATIONNISTE, NI FUTUR DÉVELOPPEMENT

Il est important de comprendre que le plan de choc argentin comme maintenant celui, plus graduel de l'Uruguay, ne sont pas des mesures transitoires pour assainir les économies sous-développées. Ce réajustement n'a pas pour but d'investir pour accroître l'appareil de production, ni pour assurer l'amélioration de l'habitat,

1. *Le Monde diplomatique*, octobre 1985.
2. *El Periodista*, Buenos Aires, numéro 41, année 1.
3. *Idem*.
4. *El Periodista*, numéro 47.



Dans la banlieue de Buenos Aires, une famille ouvrière fait confiance à Alfonsin. (DR)

de la santé, des conditions de vie des couches populaires. Les résultats de l'application des recettes du monétarisme orthodoxe sont destinés par les oligarchies locales à la spéculation financière et au paiement du tribut du capital financier international. De telle sorte que cette crise est continue et intermittente et qu'elle exige de nouvelles et plus profondes spoliations pour maintenir le circuit de l'exploitation impérialiste.

En Uruguay, sous la dictature, plus de 6 milliards de dollars ont été arrachés aux travailleurs et au peuple pour le compte de futurs « décollages » et d'impossibles « reprises de la croissance ». En Argentine, sous les juntes militaires du terrorisme criminel, on a imposé aux salariés un pillage qui se traduisait par la perte tous les trois ans de l'équivalent d'un revenu annuel par rapport aux revenus qu'ils avaient avant 1976. Dans les deux pays, le retrait des militaires a laissé sur le plan économique, comme d'ailleurs sur tous les plans, un champ totalement dévasté.

Le plan austral, pas plus que les précédents du même genre ne va freiner l'inflation. Pour le monde dépendant dans lequel nous vivons, c'est là un problème structurel alimenté en permanence par les bourgeoisies « nationales » et accru par l'apport des métropoles impérialistes qui se déchargent de leur inflation sur les pays dépendants. On parle de réduire le déficit budgétaire pour éviter l'inflation. Or, maintenant le service de la dette — qui va s'accroître encore avec le plan austral — constitue le principal poste des dépenses publiques qui atteint 37 % du total. Avec des taux d'intérêt annuels de 60 % en dollars pour attirer les capitaux spéculatifs, peut-on encore parler de contrôle de l'inflation ? Tout cela est une grande arnaque pour continuer à approfondir la crise au service du capital financier monopoliste.

Le 21 juin dernier se sont réunis à

Tokyo les ministres de l'Economie et des Finances des onze pays industrialisés qui dirigent le monde capitaliste. Toute leur analyse monétaire menait à la conclusion que l'augmentation du chômage dans les métropoles impérialistes était la conséquence directe d'une « déviation » de l'épargne vers des placements à court terme. Les « trésoriers des grandes entreprises et les gérants des grandes institutions financières privées ou publiques déplacent d'un marché à l'autre » les capitaux flottants qui composent la « hot money » qui fuit les investissements productifs et se dirige vers les places financières à hauts taux d'intérêt (5). Quand c'est là une réalité de l'économie mondiale, parler de favoriser ou de promouvoir l'investissement capitaliste dans l'industrie et dans l'agriculture au moyen d'« ajustements » ou de « plans anti-inflationnistes » n'est qu'une fable grossière pour imbéciles.

A l'intérieur du circuit capitaliste mondial et sous le joug du capital financier, il n'y a ni « développement » ni possibilité de sortir de la crise.

LES PREMIERES MANIFESTATIONS RÉCESSIVES DU PLAN DE « CHOC »

Les porte-paroles de l'Union industrielle argentine (UIA) ont annoncé que les effets du plan seraient « la récession industrielle et la chute du salaire des travailleurs ». Le blocage des prix n'a pas été le coup le plus dur pour les entreprises qui travaillent pour le marché intérieur. Il y a eu aussi « la baisse rapide des ventes de l'ordre de 20 à 30 % de la mi-juin à la mi-juillet et qui pourrait s'accroître en août alors qu'il n'existe plus de pouvoir d'achat supplémentaire représenté par la moitié des primes qui masquaient en juillet la baisse des salaires réels. Ainsi, la capacité industrielle non utilisée est en moyenne de 30 % » (6). Un spécialiste en économie du travail Alvaro Orsatti, a

prévu que « la prochaine enquête sur l'emploi révélera une augmentation de 100 000 chômeurs par rapport à la précédente » (7).

Les licenciements massifs ont été la forme choisie par les capitalistes argentins et notamment ceux des filiales des monopoles pour se préparer à faire face à la nouvelle situation. Dans la zone industrielle la plus importante du grand Buenos Aires, l'entreprise Ford a donné le signal des licenciements et a dû affronter une forte résistance des travailleurs.

Une plus grande concentration des capitaux, voilà quel sera le résultat à moyen terme et ceux qui s'adapteront le mieux et le plus vite à la situation auront les meilleures perspectives de survie et de participation au pillage. C'est dans ce cadre que se situe la fusion réalisée fin juillet de la Banco Rio et de la Banco Ganderio Argentino.

La réduction planifiée du déficit budgétaire annonce le licenciement possible et massif de travailleurs de l'Etat. Pour l'instant, comme il n'y a pas émission monétaire de la part de l'Etat « le secteur public s'est financé avec des prêts de l'extérieur » (8). A la fin du mois de juillet, cet endettement devait atteindre déjà les 460 millions de dollars.

Pour conclure : récession, chômage massif, baisse des salaires, augmentation de la dette extérieure. Voilà le seul avenir que nous réserve un plan qui n'a rien à voir avec la reprise économique de l'Argentine. Tout démontre une nouvelle fois que sans une rupture radicale avec le cadre capitaliste, il n'y a pas de possibilité d'éviter l'exploitation et la dépendance. ■

Juan ROBLES,
le 9 août 1985.

5. *Le Monde*, 26 juin 1985.
6. *El Periodista*, numéro 47.
7. *Clarín*, 3 mars 1985.
8. *El Periodista*, numéro 47.

Les bases américaines, un enjeu stratégique

Entretien avec un représentant du mouvement de la paix philippin

La crise qui mine le régime philippin s'approfondit lentement. Malgré la signature tardive d'accords avec le Fonds monétaire international (FMI) et la baisse du taux d'inflation, qui a passé de 50 % en 1984 à peut-être moins de 20 % en 1985, l'économie du pays demeure enlisée dans la récession. L'impact social de la chute des exportations industrielles et agricoles est considérable.

Face aux licenciements massifs, le mouvement ouvrier, dont l'épine dorsale est constituée par le Mouvement du 1er Mai (KMU), se bat dans des conditions très difficiles. Durant le premier trimestre de 1985, 130 grèves ont été officiellement recensées. La répression continue à faire des morts parmi les travailleurs en lutte.

La crise agricole pèse de tout son poids. Les prix des engrais, des pesticides et autres moyens de production indispensables à l'agriculture de la « révolution verte » devenant absolument prohibitifs, des paysans se tournent à nouveau vers des semences et des modes de culture traditionnels, notamment dans l'île méridionale de Mindanao. Alors que le marché intérieur se rétrécit, la réorganisation d'un secteur en déclin comme celui de la canne à sucre risque de laisser sans emplois des centaines de milliers d'ouvriers agricoles, dans un pays où le chômage touche déjà les 20 % de la population active et le sous-emploi grave dépasse les 50 %. Le renforcement régulier de la guérilla, animée par le Parti communiste des Philippines (PCP), se manifeste dans des régions aussi diverses que Mindanao au sud, Negros — le royaume du sucre — au centre et Bicol dans l'île septentrionale de Luzon.

Loin de s'affaiblir, la répression se fait toujours plus lourde, toujours plus dramatique. Durant les six premiers mois de 1985, l'organisation de défense des droits de l'homme Task Force Detainees (TFD) a recensé 341 cas de torture dus aux forces gouvernementales. Durant la même période, 110 cas de « disparition » ont été notés. Ces chiffres sont encore incomplets.

La répression des manifestations de masse, qui se poursuivent de manière chronique, a pris dans l'île de Negros les allures d'un massacre. Le 20 septembre, veille de la date anniversaire de l'imposition de la loi martiale, en 1972, environ 5 000 manifestants, pour la plupart des ouvriers du sucre frappés par un chômage massif, se sont réunis à l'appel d'une nouvelle coalition de forces antidictatoriales et anti-impérialistes, la Nouvelle alliance patriotique (BAYAN). Des éléments de l'armée gouvernementale et des forces paramilitaires du régime ont ouvert le feu, 15 minutes durant, sur cette manifestation pacifique. Plus de 20 personnes ont trouvé la mort, 20 autres ont été gravement blessées, et 200 manifestants ont disparu. On craint que nombre d'entre eux aient aussi perdu la vie.

Sur le plan politique, le régime Marcos s'avère toujours incapable de se réformer, malgré les pressions. Le général Fabian Ver, accusé d'avoir fomenté ou couvert l'assassinat en août 1983 du dirigeant d'opposition Benigno Aquino, retrouvera probablement, grâce à un procès truqué, son poste de chef d'état-major, et cela alors que Washington aurait souhaité son remplacement définitif par le lieutenant-général Fidel Ramos, actuel chef d'état-major par interim. Le président Marcos vient de renforcer sa mainmise sur le personnel de la Comelec, la commission chargée de superviser les élections. Dans ces conditions, l'opposition parlementaire, reste, pour l'essentiel, impuissante.

Si le régime tient, campé sur des positions construites sur neuf années de loi martiale (1972-1981), il ne peut ni surmon-

ter la crise économique et sociale et la montée des forces révolutionnaires, ni colmater les brèches qui se sont ouvertes en son sein. Il est probablement significatif que, pour la première fois dans l'histoire du pays, un mouvement « réformateur » s'affiche ouvertement aujourd'hui dans les forces armées (AFP).

La genèse de ce « Reform the AFP Movement » (connu aussi sous le nom de « We Belong Movement ») remonterait à quatre ans. Depuis la fin 1984, il semble avoir réellement pris corps, regroupant peut-être 1 500 officiers sur les 13 000 que comptent les forces armées, pour nombre d'entre eux des lieutenants et des lieutenants-colonels. Ces officiers semblent ne soutenir que mollement le général Fidel Ramos, très apprécié des Américains pour son professionnalisme mais néanmoins cousin de Marcos, et s'inquiètent beaucoup de la montée en puissance de la coterie des officiers proches du président et de sa femme Imelda, comme le commandant en chef de l'armée de terre, le général de division Josephus Ramos.

La portée internationale de cette profonde crise du régime est d'autant plus grande que l'archipel philippin occupe une position stratégique de toute première importance. Les Etats-Unis possèdent dans l'île de Luzon deux immenses complexes militaires autour des bases de Subic Bay et de Clark. La base aérienne de Clark, siège de la 13e armée de l'air US, est la plus importante dans la région et peut accueillir tout type d'avion, y compris les bombardiers B-52 et les avions-ravitailleurs C-135.

La base navale de Subic Bay peut répondre aux deux tiers des besoins en maintenance de la 7e flotte américaine, qui est forte de 90 navires, 550 avions embarqués et 70 000 hommes. Là encore, c'est la base la plus importante du genre hors du territoire des Etats-Unis. Le réseau militaire US des Philippines, qui couvre l'archipel, offre un centre de communication de première grandeur et de très gros moyens d'observation.

Les Philippines représentent l'un des principaux pivots du dispositif militaire mondial de l'impérialisme américain. Il fait face au Vietnam et sert d'arrière aux bases du Japon. Il constitue un maillon central des forces US du Pacifique et de l'Océan indien et un centre clef de coordination des opérations de la zone couverte par la 7e flotte, qui s'étend de la côte Ouest des Etats-Unis à la côte Est de l'Afrique.

« A bas la loi martiale », « luttons pour la démocratie », Manille, avril 1978. (DR)



Ce réseau militaire signifie aussi que les Etats-Unis sont directement présents dans l'archipel. Les dangers d'une intervention directe de l'impérialisme américain contre le mouvement populaire philippin est donc très réel, très actuel. Les militaires des mouvements anti-intervention, des mouvements antimissiles, des mouvements de la paix internationaux doivent d'ores et déjà agir pour prévenir une telle intervention et pour exiger le démantèlement de ces bases, capables de recevoir et de diriger les forces nucléaires, y compris les sous-marins Polaris équipés d'engins balistiques intercontinentaux.

Nous avons interviewé Roland Simbulan, qui représentait la Coalition pour des Philippines dénucléarisées (NFPC) à la conférence internationale qui s'est tenue en juillet dernier à Amsterdam (1). Auteur d'un livre sur les bases américaines (2), enseignant à l'université des Philippines, militant syndical, il explique dans cette interview l'enjeu militaire et stratégique représenté par l'archipel, le combat mené dans le pays contre ces bases et contre la mise en marche d'une centrale nucléaire par-

Paul PETITJEAN : — Quels groupes se retrouvent dans le NFPC ?

Roland SIMBULAN : — Je représente le secteur enseignant, je suis membre de l'Alliance des enseignants conscients (ACT-Phil). Le NFPC compte également des représentants d'autres secteurs : les travailleurs avec le Mouvement du 1er mai (KMU), les étudiants avec la Ligue des étudiants philippins, ainsi que des groupes chrétiens, des organisations paysannes et des coalitions locales telles l'Alliance anti-nucléaire de Bataan. On trouve également des organisations des jeunes et celles des femmes, comme le groupe GABRIELA et l'organisation des Femmes conscientes des Philippines. Aujourd'hui 83 organisations sont représentées, alors qu'au moment de sa création en 1980 le NFPC n'en regroupait que 40.

— Comment a commencé ton engagement dans le NFPC ?

— Les professeurs de l'Université des Philippines ont leur syndicat, les Professeurs et employés unis de l'Université des Philippines (UNITE UP, ce qui signifie aussi en anglais « unissez-vous ! ») dont je suis le secrétaire. En réalité, c'est une alliance des organisations des différentes facultés. Mais cette alliance fonctionne plus ou moins comme un syndicat, bien qu'en tant que fonctionnaires nous ne soyons pas en principe autorisés à se syndiquer. Notre alliance est affiliée à l'ACT-Phil, organisation nationale enseignante. Comme membres de l'ACT-Phil, nous militons dans le mouvement enseignant et sommes partie prenante des autres efforts multisectoriels dans lesquels l'ACT-Phil est active. Voilà comment j'ai commencé à militer au NFPC, à travers l'ACT-Phil.

— Comment en es-tu venu à participer à la conférence de l'END ?

— Les mouvements pour la paix, en particulier Pax Christi, l'IKV, et Novib (4), tous participants actifs à la conférence de l'END, m'ont invité, tout comme ils ont invité d'autres représentants du Tiers Monde pour discuter des questions « Nord-Sud ». C'est la première fois que

notre organisation a eu des liens avec les groupes pacifistes européens. Par contre, nous avons déjà eu des liens étroits avec les groupes pacifistes nord-américains, en particulier avec le Mouvement pour le gel nucléaire, ainsi qu'avec les mouvements japonais, australiens, néo-zélandais et ceux des îles du Pacifique.

— Selon toi qu'a accompli la conférence ?

— Aucune action concrète n'a été planifiée. Cependant je pense qu'il est significatif de voir que des questions touchant le Tiers Monde ont été abordées. Cela tend à montrer que les mouvements européens sont prêts à se lier aux mouvements du Tiers Monde qui s'occupent des mêmes questions. Je pense que cela constitue un tournant pour les mouvements pacifistes européens. Nous pensons qu'en dernière analyse le succès des luttes ici en Europe comme dans d'autres pays capitalistes occidentaux dépend pour beaucoup des liens qu'ils sauront tisser avec les luttes du Tiers Monde. Pour une grande part les victoires dans le Tiers Monde, particulièrement en ce qui concerne les luttes pour l'indépendance et l'auto-détermination, conditionneront le succès ou l'échec des luttes dans les pays capitalistes avancés.

— En ce qui concerne les luttes dans le Tiers Monde, pour l'instant ce sont surtout celles d'Amérique centrale et d'Afrique du Sud qui ont été abordées dans le mouvement de la paix. Ces questions sont bien sûr très importantes. Mais étant donné ce qui se passe aux Philippines, il semble que ce point devrait également être abordé. De ce que tu en sais, la question philippine est-elle en passe d'être débattue par le mouvement pacifiste américain ?

— Puisque les Etats-Unis sont la puissance directement impliquée aux Philippines, les groupes pacifistes américains ont mis cette question au centre de leurs débats, comme l'a fait remarquer un représentant américain le deuxième jour de la conférence.

— Quel est l'étendue de la présence

culièrement dangereuse. Cette dernière, construite par la société américaine Westinghouse et équipée d'un réacteur du même type que celui de la centrale de Harrisburg, aux Etats-Unis, devenue tristement célèbre à cause de l'accident de Three Mile Island, est située dans une zone sismique active, susceptible de subir de nombreux tremblements de terre propres à la ceinture de feu du Pacifique.

Plus grave encore, elle se trouve au pied d'un volcan en sommeil, le Mont Natib, et non loin d'autres volcans, dont l'un était actif récemment. Selon l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), « l'éruption du Mont Natib est une possibilité réelle » (3). La population alarmée de la région considérée, à Morong, dans la presqu'île de Bataan, à proximité de Manille, a mené une grève générale, du 18 au 20 juin 1985, qui a paralysé les activités économiques de toute la zone.

Dans son interview, Roland Simbulan donne enfin une appréciation d'ensemble sur le développement des luttes aux Philippines. ■

américaine aux Philippines ?

— Les Etats-Unis ont 5 bases majeures aux Philippines : la base aérienne de Clark, la base navale de Subic, le centre aérien de Wallace, le centre de communications de San Miguel et le camp de John Hay. A cela, il faut ajouter plus de 20 centres identifiés d'importance secondaire, disséminés dans le pays. Je dis « identifiés », car il y en a d'autres non identifiés dans des zones stratégiques. Les Etats-Unis maintiennent de façon permanente pas moins de 15 000 hommes en uniforme, pour l'essentiel des marines et des membres des forces aériennes et navales. Il y a en plus 3 000 employés soi-disant civils qui travaillent en fait pour la CIA ou pour l'Agence pour la sécurité nationale (NSA), et qui dépendent administrativement du département américain de la Défense. Ajoutons qu'il y a à tout moment environ 5 000 marins appartenant aux navires de la 7e flotte US, lesquels peuvent mouiller à n'importe quel moment dans la base de Subic. Cette base fournit environ 70 % des besoins en fournitures et en pièces de rechange des navires de la 7e flotte opérant à l'Est de Hawaii.

Après la débâcle américaine au Vietnam, les bases philippines ont pris une importance accrue. Washington les considère maintenant comme sa ligne de front face au bloc soviétique. Nous avons également certaines des installations C31 (5) les plus importantes du système américain. Cela nous place au centre de la stratégie de guerre nucléaire américaine. On n'a nullement besoin d'avoir des armes nucléaires parce que les installations C31 font partie de l'infrastructure américaine. Ces installations serviront à localiser avec précision les différentes cibles éventuelles

1. Voir *Inprecor* numéro 201 du 22 juillet 1985.

2. *The Base of our Insecurity*, Roland G. Simbulan, Balai Fellowship, Metro-Manila, 1983.

3. Cité par Simon Watt et Conrad Taylor, dans un dossier sur cette question publié dans *Inside Asia* numéro 3-4 de juin-juillet 1985.

4. IKV : Conseil œcuménique, principale coordination pacifiste néerlandaise.

Novib : Organisation pacifiste non gouvernementale et non religieuse basée aux Pays-Bas.

5. C31 : Commandement, contrôle, communications et renseignements.

en cas d'attaque américaine contre l'Union soviétique. Aussi, si l'on se met à la place de l'URSS, ces objectifs seraient parmi les premiers à atteindre.

— Que faites-vous concrètement pour vous débarrasser de ces bases et des autres installations ?

— Nous pensons que la campagne contre les bases n'est qu'un des axes de la lutte plus large contre la domination américaine. Nous ne séparons pas ces deux aspects parce que nous pensons que les bases ne seront jamais démantelées tant qu'il n'y aura pas eu de changements structurels significatifs dans la société philippine. Mais la campagne contre les bases se doit d'être une campagne spécifique. Aussi devons-nous fournir une information technique. On ne peut se contenter de centrer ses attaques sur la violation de la souveraineté nationale. En informant, nous mobilisons les gens.

Certaines personnes ont commencé à militer en travaillant sur cette question. Mais contrairement aux mouvements occidentaux qui se sont principalement bâtis autour d'une campagne unique, nous devons lier cette question à d'autres aspects de la domination américaine dans les domaines économique, politique et culturel. La majorité de nos groupes affiliés ont des programmes d'ensemble, des programmes politiques et économiques. Ils perçoivent la question des bases comme un aspect sur lequel il est possible de faire campagne à des moments donnés. Je dis « à des moments donnés »,

parce que nous venons de mener une « *Welgang Bayan* », c'est-à-dire une grève générale populaire, dans la province de Bataan où une centrale nucléaire devait entrer en fonctionnement en février 1986. A l'origine cela aurait dû se faire en 1982, mais jusqu'à présent nous avons réussi à en retarder la mise en marche grâce à de massives campagnes de mobilisation.

Notre coalition a décidé de lancer une grève populaire pour dramatiser la protestation populaire. Aussi les 18, 19 et 20 juin derniers, pas moins de 45 000 personnes ont pris part à cette action, paralysant totalement la province. La plupart des grévistes étaient des travailleurs. Des vingt grandes entreprises installées dans la zone de traitement des produits destinés à l'exportation de Bataan (qui est une concentration d'entreprises étrangères), trois seulement ont pu maintenir leur activité. 75 % des travailleurs de cette zone ont pris part à la grève. De nombreuses communautés, organisées par l'Alliance anti-nucléaire de Bataan, affiliée au NFPC, se sont également mobilisées. Des douze villes de la province, huit étaient complètement paralysées. Des barrages humains se sont dressés, la plupart des commerces sont restés fermés. Trois jours durant, les gens sont restés sur les barrages malgré les pluies battantes. On a connu quelques moments d'angoisse.

— De nouvelles forces continuent-elles à rejoindre le mouvement ?

— Un développement significatif ré-

cent a été la politisation du syndicat des travailleurs des bases, c'est-à-dire la fédération du personnel civil philippin travaillant dans les installations américaines. Dans le passé, ces travailleurs avaient été un obstacle à tout mouvement contre les bases parce que les autorités américaines les payaient relativement bien. Ce qui signifie pas pour autant qu'ils aient reçu un salaire décent, mais il était supérieur au salaire moyen dans le pays. Aussi dans le passé le syndicat avait-il agi comme un syndicat-maison. Cependant, récemment, il s'est radicalisé. De plus, c'est l'un des plus gros syndicats du pays. 25 000 civils philippins travaillent à temps plein sur les bases américaines, qui constituent le deuxième employeur du pays, après le gouvernement philippin. La plupart des travailleurs sont syndiqués.

Une autre question importante a été les révélations que nous avons faites au sujet de l'utilisation de ces installations afin d'intervenir dans les développements internes du pays. Ce à quoi je fais particulièrement allusion est le déploiement de deux unités des Forces d'opération spéciales. J'ai rendu public ces déploiements lors d'une intervention faite le 12 juin dernier devant le Rotary Club de Angeles City. Le jour suivant la presse reprenait l'information, 24 heures plus tard l'ambassade US, dans une déclaration, confirmait la présence de ces unités mais niait qu'elles étaient utilisées de la manière dont j'en avais parlé. J'avais identifié le premier escadron opérationnel déployé à Clark, et le Groupe spécial de combat de la Marine basé à Subic. J'ai pu obtenir les

Les femmes du NOW protestent contre le régime du président Marcos. (DR)





Manifestation populaire à Manille en novembre 1983. (DR)

plans de la construction militaire pour laquelle le Congrès devait donner son accord, et j'ai découvert que, tandis que dans le passé on envoyait les membres des Forces d'opération spéciales aux Philippines pour se reposer ou transiter, on déploie maintenant les deux unités de façon permanente. Le 31 mai dernier, Gamma-TV, qui a son siège à Paris, a réalisé une interview de Marcos au cours de laquelle il a déclaré que si les choses devenaient incontrôlables, il ferait appel aux troupes de combat américaines. Des officiels haut placés ont commencé à faire courir le bruit qu'une autre puissance aiderait la guérilla du NPA. Ce sont des signes plutôt alarmants.

— Que penses-tu de l'étape actuelle de la lutte du peuple philippin ?

— La lutte embrasse pratiquement l'ensemble du pays. Auparavant le problème était celui de l'extension ; aujourd'hui il s'agit de se consolider. Le conflit a atteint une étape critique parce que la capacité du mouvement populaire en vient de plus en plus à rivaliser avec celle du camp opposé. Dans un tel contexte, de nombreuses éventualités sont possibles et l'une d'elles est une intervention militaire américaine. La révision des accords sur les bases, signée avec les Etats-Unis en 1979, donne le droit aux Américains d'opérer en dehors de leurs bases pour maintenir la sécurité de leurs installations. De plus l'Accord de défense mutuel de 1947 permet aux Etats-Unis d'intervenir s'il y a menace d'agression extérieure.

— Jusqu'à quel point avez-vous pu unifier l'opposition autour de cette question ?

— Les dirigeants traditionnels de l'opposition sont ce qu'on pourrait appeler le secteur de l'oligarchie déchu de ses droits politiques. Quand la loi martiale fut déclarée en 1972, Marcos a monopolisé le pouvoir. Ce secteur est donc purement et simplement anti-Marcos, et très pro-américain ; ces représentants, tels Laurel et Kalaw (6), maintiendraient le statu quo y compris la domination américaine que ce soit au niveau militaire,

économique ou politique. Ces gens essaient de courtiser l'impérialisme américain. Ils ne veulent absolument pas discuter de la question des bases ou de celle du FMI. Les Etats-Unis veulent réconcilier ce secteur de l'oligarchie avec Marcos afin de répondre de manière plus efficace au défi de l'opposition populaire. Même après l'assassinat d'Aquino, la politique américaine continue de présenter deux facettes. Elle accorde son soutien à Marcos tout en promettant à l'oligarchie certaines concessions. Elle fait pression sur Marcos pour qu'il accorde des concessions afin d'avoir une seule oligarchie philippine solide, comme avant l'instauration de la loi martiale.

— Nous assistons à l'émergence en Europe d'une tendance au sein des partis et des syndicats sociaux-démocrates à se tourner vers les forces sociales-démocrates aux Philippines, même si les sociaux-démocrates philippins, liés à l'Eglise ressemblent plus à des démocrates chrétiens. Quel est leur rôle ?

— Leur point de vue s'exprime dans quelques organisations politiques comme le PDP-Laban (7). Je ne connais pas l'étendue de leurs forces. Leur base potentielle est l'Eglise catholique. Mais de nombreux éléments de cette Eglise s'identifient plus avec les masses qu'avec les sociaux-démocrates. En fait, le ministre de la Défense, Enrile, a déclaré que pas moins de vingt prêtres et religieuses catholiques avaient rejoint la guérilla. Quant aux bases américaines, le PDP-Laban est contre leur démantèlement et contre l'arrêt du stockage et du déploiement des armes nucléaires. Je ne pense pas que les sociaux-démocrates aient beaucoup d'influence aujourd'hui. Cependant ils font partie de l'opposition, en ce sens qu'ils militent dans certaines organisations.

Le mouvement populaire philippin encourage les initiatives émanant de divers secteurs. Ce n'est pas un mouvement réellement homogène, en ce sens que la société philippine compte divers secteurs et classes. Il est donc naturel que certains secteurs ou intérêts manifestent leurs propres sentiments au travers de leurs organisations indépendantes. Nous encourageons de telles initiatives, y

compris celles des milieux d'affaires. Mais tout en les encourageant, nous croyons important que les gens s'organisent non dans le seul but de créer leur propre organisation mais pour être partie prenante de la lutte plus large à l'échelle de toute la société philippine. Ils peuvent avoir leurs propres liens avec l'Europe, chose que l'on ne veut aucunement empêcher.

Cependant, il faut également bien comprendre que les organisations de ce que nous appelons « les masses fondamentales », c'est-à-dire les organisations des paysans et des travailleurs doivent dominer. Cela pose un problème pour la construction des alliances. Parfois les politiciens traditionnels réclament les mêmes droits que les représentants de grandes organisations ouvrières. Le peuple ne le permettra pas. Les organisations de paysans et de travailleurs ne luttent pas pour que ces gens se retrouvent au pouvoir, elles luttent pour que les besoins et les aspirations de la majorité des Philippins passent au premier rang.

Par exemple, certains gens d'affaires voulaient que Jaime Ongpin, président de l'une des plus importantes entreprises minières du pays, occupe une position importante dans le front large d'opposition. Les syndicats ouvriers, en particulier le KMU, ont refusé. Ongpin ne voulait même pas reconnaître le syndicat affilié au KMU dans sa compagnie. Les travailleurs ont dû se mettre en grève pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat. Dans toute coalition, il est normal d'avoir des luttes, qui sont l'expression d'intérêts divergents. Même dans notre coalition, nous avons des représentants de divers groupes. Le président honoraire du conseil d'administration est l'ancien sénateur Tenada, la présidence étant occupée par l'évêque Nepomuceno.

Si les gens sont réellement sincères, on peut débattre de nos divergences. Il n'y a rien qui ne peut être résolu. Je pense qu'aux Philippines nous avons eu beaucoup de succès dans le travail de coalition. Nous avons pu attirer les éléments progressistes de l'Eglise dans le front large d'opposition. Certaines personnes disent que l'Eglise ne peut pas travailler avec les groupes marxistes ; mais nous avons vu que cela a été possible aux Philippines. ■

Propos recueillis par
Paul PETITJEAN,
Amsterdam, juillet 1985.

6. Salvador Laurel et Eva Estrada Kalaw sont des dirigeants de l'Organisation démocratique nationaliste unifiée (UNIDO), qui regroupe 12 formations de l'opposition traditionnelle. Cf. l'article de Paul Petitjean, « La division de l'opposition lors des élections truquées de mai dernier » paru dans *Inprecor* numéro 178 du 23 juillet 1984.

7. PDP-Laban : Parti démocratique philippin-Combat, qui a repris le flambeau du parti Laban, lancé par Benigno Aquino en 1978, après l'assassinat de ce dernier en 1983. La veuve d'Aquino, Corazon, est une des dirigeantes principales du PDP-Laban. Voir l'article d'*Inprecor* déjà cité.

URSS

La dissidence en Ukraine

Selon des informations parvenues récemment à l'Ouest, Vasyly Stous, 45 ans, est mort dans le camp de concentration soviétique de Perm. C'est le quatrième militant du groupe ukrainien pour le respect des accords d'Helsinki qui meurt dans un camp, depuis le 21 avril 1984, date de la mort d'Oleski Tykyi, 53 ans, suivie de celles de Youri Lytvyn, 50 ans, tous les deux à Perm, et de Valeri Marchenko, 36 ans, à l'hôpital du KGB de Léninegrad, en automne de la même année. Ce groupe, l'un des plus actifs de tous les groupes soviétiques en faveur des droits de l'homme, exista de 1976 jusqu'au début de 1980 et fut victime d'une répression particulièrement féroce. « *Tous les membres du groupe* », écrit Victor Haynes dans un article publié par *l'Alternative* (numéro 27-28, 1984), « *partageaient cette idée de base que la population était privée des droits civiques fondamentaux et, surtout, ils considéraient que l'Ukraine était une colonie russe. En conséquence, le groupe revendiquait dans ses déclarations le droit de militer pour la sécession de l'Ukraine, ce mot d'ordre étant indissociable de la lutte pour les droits civiques en général.* »

Poète et défenseur infatigable des droits nationaux des Ukrainiens opprimés par la bureaucratie chauvine du Kremlin, ayant déjà passé huit ans en prison et en exil intérieur, Vasyly Stous fut à nouveau condamné à cinq ans de camp en automne 1980. Très impressionné par le déclenchement de la révolution polonaise, il exprima, du camp de Perm, un soutien plein d'enthousiasme au combat du syndicat Solidarité. L'expérience polonaise le poussa à critiquer durement le mouvement en défense des droits de l'homme en URSS, pour ses attitudes élitistes et légalistes. Dans ses notes de camp, Stous affirmait que « *la voie syndicale vers la libération pourrait avoir une extraordinaire efficacité en Union soviétique. (...) Le mouvement des groupes d'Helsinki, après tout, passe par-dessus la tête de la population de ce pays. (...) A bien y réfléchir, les événements polonais sont pleins d'enseignements pour le mouvement d'Helsinki, qui était un phénomène timide et respectueux. Ils ont été le fait d'un mouvement d'origine populaire avec un large programme de revendications sociales et politiques, et qui a œuvré dans la perspective de prendre le pouvoir.* »

L'actuelle série noire des décès des dissidents ukrainiens dans les camps de

concentration s'est ouverte au printemps 1984 avec la mort d'Oleski Nikitin, mineur de Donbass ayant participé en 1978, avec Vladimir Klebanov, au lancement de la première initiative pour former un syndicat ouvrier libre en Union soviétique. Ces morts successives confortent la conviction que la bureaucratie soviétique s'acharne en particulier contre les dissidents ukrainiens, ce qu'illustre le sort de Danylo Choumouk. Combattant contre la bourgeoisie polonaise dans les rangs du Parti communiste d'Ukraine occidentale (KPZU) avant la Deuxième Guerre mondiale, contre l'impérialisme allemand dans les rangs de l'Armée insurrectionnelle ukrainienne (UPA) pendant la guerre, et contre la bureaucratie du Kremlin durant la révolte dans le camp de Norilsk en 1953, Choumouk est déclaré aujourd'hui par Amnesty International comme étant le prisonnier ayant effectué le plus grand nombre d'années d'emprisonnement pour des raisons politiques, en URSS et dans le monde.

La recrudescence de la répression contre les patriotes ukrainiens coïncide avec les difficultés croissantes que le pouvoir bureaucratique rencontre aujourd'hui dans les régions occidentales de cette république, en Ukraine transcarpatique et subcarpatique. C'est là que s'est développé le premier mouvement d'Helsinki avec une base sociale importante, le Groupe d'initiative en défense des droits des croyants et de l'Eglise d'Ukraine. Incarnant fortement l'identité nationale dans les territoires occidentaux d'Ukraine, l'Eglise gréco-catholique, de rite oriental mais unie à Rome, fut incorporée de force par Staline, en 1946, à l'Eglise orthodoxe de Moscou. Les prêtres et les croyants qui n'ont pas accepté cette mesure draconienne d'oppression religieuse et nationale, mènent une large activité clandestine et éditent le samizdat le plus intéressant qui circule aujourd'hui en URSS, la *Chronique de l'Eglise catholique d'Ukraine*. A la tête du mouvement se trouve Yosyp Terelia.

Avant d'être à nouveau arrêté en février 1985 et condamné à sept ans de camp suivis de cinq ans d'exil intérieur, Terelia, qui a déjà passé 18 ans dans divers camps, prisons et hôpitaux psychiatriques, a lancé des appels aux peuples d'Ukraine, de Pologne, de Lithuanie et de Slovaquie, pour qu'ils opposent une résistance armée à la domination moscovite, tout en exprimant en même temps son admiration pour Solidarité. « *La lutte que vous menez avec tout le peuple polonais représente l'espoir qui nous donne, à nous aussi, des forces pour notre résistance* », disait-il dans une lettre ouverte adressée à Lech Walesa.

Le mouvement s'oppose à l'invasion de l'Afghanistan, dans laquelle il voit une

prolongation, à l'extérieur, de la politique d'oppression nationale appliquée à l'intérieur de l'URSS. « *En tant que chrétiens et membres de la nation ukrainienne, et en tant que clergé de l'Eglise catholique ukrainienne, nous exprimons notre protestation contre l'utilisation forcée et illégale des jeunes Ukrainiens dans la guerre injuste menée en Afghanistan par le gouvernement de l'URSS* », lit-on dans une déclaration de juin 1984. Le samizdat du groupe, déjà mentionné, publie des informations détaillées sur les pertes ukrainiennes durant cette guerre, qui se révèlent être très élevées.

Dans la même Ukraine transcarpatique et subcarpatique, qui était le bastion de la guérilla de l'UPA au début des années 1950 (cf. *Inprecor* numéro 192 du 18 mars 1985), les groupes armés se sont manifestés à plusieurs reprises après l'extermination de cette dernière. Selon les sources soviétiques, des « *débris de bandes armées nationalistes* » se sont réactivés dans la région pendant la révolution polonaise. Le plus actif était, et semble-t-il demeure, le détachement de guérilla du commandant Tchorny (Noir), toujours selon les mêmes sources. « *Le 24 mai 1981, la bande terroriste de Tchorny a fait dérailler un convoi militaire qui transportait un radar de la base militaire de Viloyska ; cela a retardé l'action polonaise* » (le coup d'Etat de Jaruzelski du 13 décembre 1981, nldr.) *de neuf mois* », confessent les caciques régionaux dans une note confidentielle.

En juin 1982, Borys Terelia, frère de Yosyp et combattant du groupe de Tchorny, trouva la mort dans un affrontement armé sanglant avec les forces du KGB. Malheureusement, se plaignent les mêmes caciques, la mort du « *bandit* » a rompu le fil menant le KGB aux autres « *débris* » nationalistes dans une région voisine. L'opération menée par le KGB dans les montagnes des Carpates, en 1982, n'a pas abouti à la liquidation du « *groupe de bandits de Tchorny* », apprenons-nous de ce document secret, révélé par la *Chronique de l'Eglise catholique d'Ukraine* et reproduit entièrement dans le *Monde* du 7-8 juillet dernier. L'année passée, en Volhynie, autre région d'Ukraine occidentale, quatre personnes accusées d'appartenir aux « *débris* » de l'UPA, furent condamnées à mort par fusillade.

Selon les mêmes sources soviétiques, ces groupes armés obéissent au Front national ukrainien (UNF) qui, dans une déclaration de janvier 1984, demande « *l'ukrainisation de tous les organes du pouvoir, l'établissement de tarifs douaniers entre nos différentes républiques, l'émission de notre propre monnaie et la formation de notre propre armée* ». Mykhailo Diak, militant de cette organisation, déclare : « *Notre activité poursuit un seul*

but : la séparation de l'Ukraine. » L'UNF a passé une alliance avec le Groupe de renaissance roumaine, une organisation clandestine active en Moldavie et aspirant à réunifier cette république soviétique à la Roumanie.

Les patriotes dissidents meurent dans « l'archipel du Goulag », mais quelque chose bouge en Ukraine, avant tout dans sa partie occidentale, et le pouvoir bureaucratique a des raisons de craindre une jonction entre cette résistance nationale montante et la résistance toujours vivante de Solidarité, de l'autre côté de la frontière. ■

MEXIQUE

L'action du PRT face au tremblement de terre

Le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section mexicaine de la IVE Internationale, qui vient de faire son entrée à la Chambre des députés à l'issue des élections de juillet dernier, a mis à profit cette tribune pour dénoncer la corruption et la spéculation foncière qui ont contribué à aggraver les conséquences du tremblement de terre qui a récemment touché Mexico et ses alentours. Le député du PRT Pedro Penaloza a déclaré à ce propos : « Nous rendons responsables les autorités concernées de ce qui est arrivé à l'édifice Nuevo Leon », dans le quartier de Tlatelolco. Les centaines de morts causées par l'écroulement de ce bâtiment sont directement dues à la qualité défectueuse d'un édifice qui, depuis cinq ans, était présenté comme dangereux par les habitants du voisinage. Par ailleurs, Penaloza a proposé un moratoire de deux ans du paiement de la dette extérieure, pour pouvoir reconstruire la ville et le pays. Nous reproduisons ci-dessous le Manifeste à la Nation, qui synthétise les positions du PRT sur cette question.

Le tremblement de terre qui a touché le District fédéral (Mexico, ndlr.) et plusieurs Etats de la République, les 19 et 20 septembre, a provoqué de graves dommages à des édifices publics et à des habitations, ainsi que des milliers de morts, de blessés, de victimes et de sinistrés. Notre peuple est en train de vivre l'un des plus grands drames de son histoire. Devant cette situation, la réponse de solidarité de toute la population a été exemplaire. Tout le monde s'est consacré à résoudre les tâches les plus urgentes. Les brigades de volontaires ont contribué de façon décisive à sauver des centaines de blessés.

Dès le premier moment, notre parti a pris part à ce torrent de solidarité. Tous nos militants ont été mobilisés dans les brigades de solidarité et nos ressources ont été mises à la disposition des sinistrés. Les tâches de sauvetage se poursuivent et les besoins en nourriture, en habitations, en eau, en secours médicaux et en travail sont autant de questions prioritaires à résoudre pour ceux qui ont été touchés.

Tous les Mexicains doivent réfléchir aux causes de la tragédie et proposer des solutions alternatives aux problèmes posés car, d'une manière ou d'une autre, nous avons tous été touchés.

Le tremblement de terre, comme toute catastrophe naturelle ou sociale, a mis en lumière les contradictions sociales et politiques du capitalisme et du régime qui le représente dans notre pays.

Le gouvernement a donné des informations qui se contredisaient constamment, ce qui a déconcerté la population. Les gens voient ce qui est en train de se passer et ne croient pas aux versions officielles. L'aide officielle est désorganisée et incontrôlée. En de nombreuses occasions, la force publique a été un obstacle plus qu'une aide dans les travaux. On exalte la participation populaire, mais en même temps on donne l'ordre d'appréhender les volontaires, en les réprimant.

Dans cette catastrophe nationale on ne peut se contenter d'incriminer la nature. Il y a la responsabilité concrète de ceux qui ont donné les permis de construire pour des habitations qui ne répondaient pas aux normes de sécurité et qui étaient de mauvaise qualité. L'édifice Nuevo Leon, à Tlatelolco, dont les gens du voisinage exigeaient la réparation depuis maintenant cinq ans, en est la preuve la plus palpable. Une enquête parlementaire et populaire sur les édifices publics et les habitations détruits permettra de dégager les responsabilités.

Un plan de reconstruction national doit avoir comme priorité la construction de logements pour les milliers de sinistrés. Notre parti a présenté devant la Chambre des députés un projet de décret pour que les loyers soient bloqués, que les terrains vagues soient déclarés d'intérêt public et que l'on construise des logements sur ceux qui s'y prêtent, pour que soient suspendues les saisies concernant les personnes sinistrées. Les édifices et les unités habitables doivent être occupés par les personnes touchées (par le tremblement de terre, ndlr.) La spéculation criminelle sur les terrains urbains et le logement doit être empêchée.

Aujourd'hui, le pays a besoin d'une masse de moyens financiers pour un plan de reconstruction national. Et pourtant, cette année, des millions de dollars seront destinés au paiement des intérêts de la dette extérieure. Nous pensons qu'une mesure urgente doit être prise : déclarer le moratoire de la dette pour deux ans, afin de pouvoir commencer la reconstruction de cette ville et du pays.

Le fonds de reconstruction créé par Nacional Financiera est destiné aux écoles et aux hôpitaux, d'après ce qu'a annoncé le gouvernement, laissant ainsi de côté la nécessité de construire des logements, d'autant que le maire de Mexico a annoncé que des espaces verts seraient construits en lieu et place des immeubles détruits. Cette déclaration a suscité de nombreux doutes. Le PRT considère que le fonds pour la reconstruction doit être administré par une commission pluri-partite de la Chambre des députés, comme d'ailleurs la supervision de l'aide ex-

térieure et de sa distribution. Les espaces verts peuvent être créés là où se trouvaient les édifices, mais les sinistrés des quartiers comme La Morelos, Roma, Tlatelolco et autres, ont le droit de reconstruire leurs habitations dans la même zone, sans qu'ils en soient arbitrairement délogés. Il faut exproprier de toute urgence les industries de matériaux de construction, afin d'éviter la spéculation.

La solidarité de classe est vitale dans ces moments. Il faut éviter à tout prix que dans les usines qui menacent de s'écrouler, les travailleurs ne soient licenciés. Les droits du travail ne sont pas annulés, comme le prétendent les patrons. En cas de licenciement, les travailleurs doivent être indemnisés conformément à la loi fédérale du travail. Ce désastre national ne peut être pris en charge de façon antidémocratique et corrompue. C'est déjà pour cette raison que le nombre des morts et des sinistrés a été si élevé. Il faut empêcher un nouveau gigantesque commerce sur la reconstruction du District fédéral. Pour qu'il y ait une reconstruction démocratique de la ville, les habitants du District fédéral et des zones proches de la province doivent pouvoir décider.

Les sinistrés doivent participer directement aux décisions pour la solution des problèmes auxquels ils sont confrontés, ce qui requiert leur organisation et une coordination unique.

Le peuple s'est mobilisé, montrant ainsi sa solidarité. Toutefois, ce peuple n'a pas élu le régent de la ville et ne se sent donc pas représenté par lui. C'est pour cela qu'il est fondamental de demander que le peuple lui-même puisse décider démocratiquement.

Le PRT s'est engagé et continuera à participer aux tâches énormes que doit affronter notre peuple, pour dépasser les conséquences de la tragédie au travers d'une véritable et profonde transformation de la société où nous vivons. ■

Comité politique du PRT,
Mexico, le 28 septembre 1985.

ETAT ESPAGNOL

Les Nôtres :

Manuel Sacristan

Fin août, Manuel Sacristan est décédé en Espagne. Moins connu dans les pays autres que ceux de langue espagnole, Sacristan était considéré en Espagne et en Amérique latine comme l'un des philosophes et théoriciens marxistes les plus importants des dernières décennies. Dans l'hebdomadaire *Combate*, organe de la section de la IVE Internationale dans l'Etat espagnol, le camarade Jaime Pastor caractérise Sacristan comme « le premier marxiste de dimension exceptionnelle depuis la défaite subie en 1939 ». Nous approuvons pleinement ce jugement.

Manuel Sacristan s'est avant tout imposé comme traducteur des œuvres com-

plètes de Georg Lukacs. Il faut constater à ce propos que ces traductions sont bien plus complètes et de qualité bien supérieure à celles qui existent en français et en anglais. Le prestige de ces traductions est considérable, tant dans le milieu universitaire que parmi les marxistes. Mais Sacristan était beaucoup plus qu'un philosophe marxiste. Il était l'un des rares théoriciens apparus après la Deuxième Guerre mondiale qui ait réussi à incarner le « marxisme ouvert », à rompre avec le dogmatisme et le talmudisme, qui se limitent à rechercher éternellement des citations des classiques pour « démontrer » qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Être capable d'appliquer la méthode marxiste de manière vivante et créative aux phénomènes nouveaux et aux sensibilités nouvelles, sans remettre en question la cohésion interne de la théorie marxiste, voilà ce qui distingue un vrai théoricien d'un bavard éclectique ou d'un charlatan qui répète éternellement qu'il faut « poser » mille questions, sans être capable de répondre à une seule d'entre elles.

Manuel Sacristan était viscéralement antistalinien, antibureaucratique et anticollaboration de classes. Vieux militant dirigeant du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC, le PC catalan), il suivit une trajectoire d'opposant communiste de gauche. Cela a débouché sur la publication de deux revues communistes critiques, *Materiales*, puis *Mientras Tanto*. Dans ces revues, il commença à élaborer des positions radicales sur la question écologique et sur la question du danger de guerre nucléaire, qui l'amèneront à mettre en question — du moins tendanciellement — la stratégie léniniste de la révolution socialiste mondiale. Nous avons eu l'occasion de polémiquer avec lui sur ces questions.

Manuel Sacristan fut un grand intellectuel marxiste, comme d'autres théoriciens hors pair — on pense à Franz Mehring et à Georges Plekhanov — qui furent eux aussi de grands hommes doués d'une grande assurance liée à une grande humanité. Les relations fraternelles que des militants trotskystes ont pu nouer avec lui, alors que l'ostracisme à l'égard de notre mouvement était encore de mise dans le milieu des partis communistes, témoigne de cette grande qualité, indispensable à la construction d'un monde nouveau. Notre mouvement, tous les marxistes non dogmatiques et le monde de demain honoreront le souvenir de Manuel Sacristan. ■

Ernest MANDEL,
le 8 octobre 1985.

PAYS-BAS

Pétition populaire contre les missiles

L'axe central du mouvement antimissiles, pour les mois de septembre et d'octobre, est constitué par la Pétition populaire, une collecte massive de signatures

dont le but est de montrer encore une fois que la majorité de la population des Pays-Bas est opposée à l'installation des missiles Cruise sur le territoire néerlandais. Environ 80 000 militants du mouvement de la paix sont actuellement engagés dans une campagne de porte-à-porte pour recueillir des signatures sur une carte qui porte le texte suivant : « *Au gouvernement et aux Etats-généraux (le Parlement néerlandais, ndlr.) Je m'oppose à l'armement nucléaire. Vers le 1er novembre, vous devez prendre une décision sur le déploiement de missiles Cruise sur le territoire néerlandais. Je vous demande de dire "non" au déploiement.* »

Cette campagne de pétition a provoqué une polarisation à une échelle de masse. Les partisans du déploiement ont répondu par une contre-offensive plus ouverte que par le passé. Sur des panneaux publicitaires signés par un Comité pour le désarmement bilatéral, des personnalités connues appellent les gens à ne pas signer la carte mais « à la déchirer ». La droite a mobilisé toutes ses forces dans cette campagne, parmi lesquelles l'ancien secrétaire général de l'OTAN, Joseph Luns et le grand industriel Frits Philips, de la société multinationale du même nom.

L'extrême-droite joue manifestement aussi un rôle. Mais l'initiative pour lancer cette campagne contre la pétition est venue de dirigeants du Parti démocrate-chrétien (CDA), auquel appartient le Premier ministre milliardaire Rudolf Lubbers. Le CDA a toujours essayé de maintenir une position intermédiaire sur la question des missiles, mais maintenant que l'heure de la décision approche, il jette bas son masque. Le président de la fraction CDA au Sénat, Bert de Vries, s'est prononcé contre la pétition, en expliquant qu'il y voit un grand danger : celui que les signataires puissent se retourner contre la « démocratie » après que le Parlement et le gouvernement aient refusé d'accepter le verdict de la pétition.

L'autre parti au gouvernement, le parti de droite libéral, le Parti pour la paix et la démocratie (VVD), a toujours été ouvertement favorable au déploiement des missiles et cette position n'a pas changé. Des dirigeants de ce parti ont fait des déclarations calomniatrices concernant de fausses signatures et sur le fait que des gens auraient été intimidés pour avoir refusé de signer la pétition antimissiles.

Le plus grand quotidien du pays, *De Telegraaf*, publie des articles presque tous les jours contre la Pétition populaire. Il reprend l'argument suivant lequel cette action pourrait se retourner contre la démocratie, en faisant de sombres allusions aux plébiscites d'Hitler. La droite n'est donc pas très confiante.

En juin 1984, le gouvernement Lubbers affirma que la décision définitive devrait être prise en faveur du déploiement des missiles le 1er novembre 1985, sauf dans le cas où, entretemps, l'Union soviétique se serait abstenue de déployer de nouveaux missiles SS-20. Cette décision a été perçue par beaucoup de gens comme une manœuvre minable destinée

à faire porter à l'URSS la responsabilité du déploiement des missiles de l'OTAN aux Pays-Bas. Néanmoins, la direction du mouvement Non aux missiles Cruise (KKN) a attendu longtemps avant de prendre de nouvelles initiatives. Des dirigeants du KKN ont même ouvertement déclaré, après le 1er juin 1984, que l'heure de l'action de masse était révolue, et cela malgré le fait que seulement quelques semaines auparavant, des centaines de milliers de travailleurs et de lycéens avaient participé à une grève contre les missiles Cruise (voir *Inprecor* numéro 175 du 11 juin 1984). Il a fallu pas mal de pressions de la part de la base du mouvement avant que la décision ne soit prise, au début de 1985, d'organiser une campagne de pétition.

La collecte des signatures a démarré voilà maintenant trois semaines, et là où il y avait un certain niveau d'organisation, elle a connu un grand succès. Des milliers de gens se sont engagés pour la première fois dans la mobilisation à travers cette campagne. Des dizaines de milliers de militants qui n'ont rien pu faire depuis le 1er juin 1984 se sont remobilisés. Jamais il n'y avait eu autant de comités de front unique à la base. Il existe actuellement presque 600 comités pour un peu plus de 700 villes que compte le pays. La grande majorité des habitants des Pays-Bas va recevoir au moins une visite, entre le 7 septembre et le 26 octobre, pour leur demander s'ils ont déjà signé une carte ou s'ils veulent rendre celle qui leur a été donnée. D'après les sondages, il semble que, depuis le début de l'initiative, le nombre de ceux qui se prononcent contre le déploiement des missiles représente à nouveau plus de 50 % de la population. On estime qu'il y aura au moins 3 millions de signatures recueillies, et peut-être même 4 millions, à la fin de la campagne.

Mais la question centrale est : « Et après ? » Le KKN a appelé à une manifestation le 26 octobre pour marquer le moment de la remise des signatures au gouvernement. Fort bien. Mais où ira-t-on à partir de là ? Que vont devenir les dizaines de milliers de gens qui se seront engagés dans cette campagne de signatures ? Là, nous nous trouvons confrontés au rôle de frein joué par le KKN, qui est dominé par les sociaux-démocrates. Le KKN s'oppose de manière explicite à une véritable manifestation pour marquer la fin de la campagne de pétition. Il veut simplement une manifestation modeste pour présenter la pétition à Lubbers, et cela malgré la forte pression des comités de base en faveur d'une action d'ampleur, qui s'est clairement exprimée au cours de l'assemblée nationale des comités de base tenue entre le 25 mai et le 1er juin 1985.

Le KKN ne voit pas l'utilité d'organiser une action pour le 1er novembre, jour où le gouvernement doit prendre sa décision. Il refuse d'organiser une discussion sur le thème « *Où devons-nous aller après la pétition ?* », se servant de l'argument qu'il sera temps de poser cette question si la campagne pétitionnaire ne remporte pas de résultats. Mient-Jan Faber, président du Conseil des Eglises pour la paix

(IKV) essaye quant à lui d'avancer des formules de compromis entre le « déploiement » et le « non déploiement », afin qu'il soit possible au Parti social-démocrate (PvdA) d'entrer au gouvernement aux côtés des démocrates-chrétiens, après les élections législatives qui doivent avoir lieu en mai 1986.

La Fédération des syndicats néerlandais (FNV), plus grande confédération syndicale du pays, qui avait appelé à une grève de 15 minutes contre les missiles le 10 mai 1984, n'encourage que faiblement ses militants pour qu'ils s'engagent dans la campagne de pétition et la mènent dans les entreprises. Le résultat en est que la contribution des syndicats à tous les niveaux dans cette campagne a été moins importante que lors des initiatives précédentes du mouvement de la paix.

Il y a cependant aujourd'hui un nouvel élément qui intervient. Pour la première fois, un secteur du mouvement de la paix a eu suffisamment d'assurance pour lancer une initiative ambitieuse, alors même que la direction nationale du KKN y était opposée. Le 1er novembre prochain, des actions sont ainsi prévues dans toute une série de villes à travers le pays. L'élément le plus important sera constitué par une nouvelle grève lycéenne. Le mouvement Jeunes contre les missiles (JTK) a actuellement 60 sections locales qui s'emploient à organiser cette grève. Dans divers endroits, il y aura des manifestations.

Un secteur du mouvement de la paix, essentiellement composé des groupes plus radicaux, organise une « manifestation d'alerte » le 26 octobre, qui suivra la manifestation du KKN qui doit conclure la campagne pétitionnaire. Cette manifestation d'alerte aura non seulement comme objectif de marquer la fin de cette campagne, mais d'attirer l'attention sur la nécessité de maintenir la mobilisation et sur les actions prévues pour le 1er novembre. Cette manifestation est préparée par un certain nombre de comités de front unique dans les villes, ainsi que par le JTK, les Femmes contre les armes nucléaires (VTK), le BONK (organisation nationale qui impulse des actions de désobéissance civile), et une seule organisation politique, le Parti socialiste ouvrier (SAP), section néerlandaise de la IVE Internationale. Les autres partis de gauche refusent de s'associer à une initiative qui n'a pas le soutien de la direction du KKN.

Pour l'avenir du mouvement, il est de la plus grande importance que ces initiatives et ces actions soient des réussites. Il est clair qu'il y a deux moyens de renforcer le mouvement de la paix après le 1er novembre. D'un côté, il faut maintenir le front uni au niveau national, c'est-à-dire le KKN, et le faire participer à de nouvelles actions. D'un autre côté, des secteurs du mouvement antimissiles doivent prendre des initiatives et lancer des campagnes, même si la direction du KKN ne les appuie pas et surtout si, comme c'est le cas avec la manifestation du 26 octobre, elle s'y oppose explicitement. Sur cette voie, le mouvement antimissiles a fait d'importants progrès ces derniers mois. ■



Anna Walentynowicz. (DR)

(suite de la page 28)

combattante. L'action de Biezanow est également soutenue par la Commission provisoire de coordination des mines (TKKG) de Solidarité de Haute-Silésie, qui mène une intense campagne de propagande autour de cette protestation dans sa propre région et qui a envoyé des délégations de mineurs à Biezanow.

Le 16 juin, les grévistes envoyaient une lettre à Lech Walesa, lui demandant d'adopter une position correcte face à la situation prévalant dans le pays et d'appuyer activement les initiatives des diverses structures de Solidarité visant à réunifier le mouvement social dans la lutte. Dans une déclaration du 21 août, ils appelaient tous ceux qui, « après cinq ans d'erreurs tactiques et stratégiques (...) persévèrent dans leur adhésion aux idéaux de Solidarité, à préserver l'unité des objectifs et à être tolérants en ce qui concerne le choix des formes de lutte pour la liberté ». Dans cette déclaration, « la communauté de grévistes de la faim, formée autour d'Anna Walentynowicz », affirme que « les idéaux de Solidarité ne sont pas seulement ceux d'un syndicat, mais qu'ils tracent un chemin qui, en partant de l'unité, conduira à la libération de l'esprit et à l'indépendance de la société ».

La volonté, même si elle a un caractère plus moral que politique, d'agir contre la crise que traversent le mouvement social et sa direction, est donc transparente dans la protestation de Biezanow. Mais les clivages qui traversent l'Eglise catholique s'accroissent aussi à cette occasion. Certains prêtres, à commencer par ceux de la paroisse de Biezanow, appuient l'action et même encouragent son extension aux autres églises. Mal vue par le primat Josef Glemp et son entourage, elle est boycottée par d'autres curés, qui refusent de lire dans leurs églises les messages provenant de Biezanow. Lors du dernier pèlerinage traditionnel à la Vierge Noire de Czestochowa, la plus grande manifestation de masse qu'organise chaque année la hiérarchie ecclésiastique, la délégation des grévistes de Biezanow, formée de 52 per-

sonnes, fut traitée comme une brebis galeuse par les curés responsables. Certains fonctionnaires de l'appareil ecclésiastique ont accusé cette délégation de diffuser des tracts à caractère politique, de se « comporter en provocateurs », et même d'être composée de gens suspects, « émarquant à diverses caisses ». Sous la pression des organisateurs, la délégation dut plier ses banderoles et entrer finalement à Czestochowa en portant des hampes en forme de « V », ce qui provoqua une agitation dans la foule rassemblée qui ne cachait pas sa sympathie pour les grévistes.

Le 20 septembre dernier, pendant sa visite aux Etats-Unis, Glemp a renouvelé ses attaques contre « le petit nombre de prêtres polonais qui préfèrent prononcer des sermons politiques plutôt que de prêcher l'Evangile ». Mais l'ouvrière chrétienne Anna Walentynowicz a une conception particulière de l'Eglise qui ne correspond pas à celle de la hiérarchie. Walentynowicz ne se résigne pas devant les tentatives de plus en plus énergiques de Glemp visant à écarter le mouvement social du terrain des églises. « Nous devons nous rassembler dans les églises, parce que c'est le seul lieu où nous pouvons nous exprimer librement. Notre lutte ne doit pas se dérouler dans les églises, (...) mais la chaire doit servir le peuple, parce que nous n'avons pas d'autres moyens de communication », déclarait Anna Walentynowicz, en janvier dernier, à *Biuletyn Dolnoslaski*, un journal clandestin de Basse-Silésie, quelques semaines avant de lancer la protestation à Biezanow.

Ce point de vue semble être très populaire parmi les travailleurs. A la fin d'un pèlerinage à Czestochowa, cette fois purement ouvrier, le 15 septembre dernier, une masse énorme de gens, entre 40 000 et 100 000 personnes selon les estimations des agences de presse, proclama ouvertement sa fidélité au syndicat mis hors-la-loi, ne cachant pas les banderoles apportées en grand nombre et n'hésitant pas à scander : « Pas de liberté sans Solidarité ! » ■

Arthur WILKINS,
le 9 octobre 1985.

Des militants de Solidarité en grève de la faim

NOUS publions ci-dessous des informations sur un mouvement de protestation qui a commencé en Pologne en février 1985 et qui reste très peu connu en Occident. Il s'agit d'une grève de la faim, par roulement, dont le but est de protester contre les conditions d'existence de plus en plus difficiles et la mainmise continue du pouvoir bureaucratique sur tous les aspects de la vie. La cible de cette protestation est bien

sûr le régime de Jaruzelski, mais elle constitue également une critique des faiblesses et des défaillances de la direction de Solidarité clandestine. Cette critique a d'autant plus d'impact que l'inspiratrice de l'action n'est personne d'autre qu'Anna Walentynowicz, personnalité historique du syndicat interdit, dont le licenciement en août 1980 avait provoqué la grève aux chantiers navals de Gdansk, qui mena à la création de Solidarité. ■

Arthur WILKINS

« Il y a cinq ans, quand les ouvriers des chantiers navals de Gdansk commencèrent la grève pour me défendre et empêcher que je sois licenciée, je ne soupçonnais pas que ce serait le détonateur d'un grand processus historique. Je n'y ai aucun mérite. C'est Dieu qui s'est servi de moi et qui a fait de moi le détonateur de la grève. Mais, aujourd'hui, cinq ans plus tard, après la période d'existence légale de Solidarité, après celle de l'état de guerre, en pleine phase de répression et de procès politiques, je regarde l'avenir de la Pologne avec inquiétude. Nous vivons une période difficile, pleine d'amertume. La vie est particulièrement dure pour nous, les femmes. Le niveau de vie baisse de manière drastique, la pénurie nous tourmente constamment, les queues interminables transforment notre vie en un véritable calvaire. (...)

« Je suis profondément persuadée que c'est une période transitoire, mais qui représente aussi une grande épreuve de caractère. Tout le peuple polonais devra passer par cette épreuve. Nous, les femmes, nous qui donnons la vie, nous savons bien quelle est sa valeur et comment il faut la protéger. Nous voulons donc des réformes pacifiques assurant un avenir meilleur. C'est aux femmes qu'il incombe aujourd'hui de témoigner de la vérité sur notre vie quotidienne, de témoigner de la manière dont on nous enlève la joie de vivre. Nous sommes tous épuisés par un dur travail, écrasés, constamment menacés, gouvernés selon des modèles que nous récusons. (...) C'est pour cette raison que j'appelle toutes les personnes de bonne volonté, et les femmes en particulier, à mener une activité sociale plus vigoureuse et à protester contre le mode de vie que nous imposent ceux qui nous gouvernent. »

C'est Anna Walentynowicz qui parle, toujours révoltée, toujours très attachée à la défense des intérêts des travailleurs et en même temps très croyante et un peu messianique. Depuis huit mois, elle dirige une grève de la faim tournante dans l'église de Biezanow, près de Cracovie. Cette ancienne soudeuse des chantiers

Lénine de Gdansk et héroïne d'août 1980, prend les devants presque chaque fois que la direction du mouvement social polonais n'assume pas ses responsabilités, chaque fois qu'elle recule et se montre désorientée. Incontrôlable par les instances dirigeantes de Solidarité, aimant s'adresser directement aux masses pour les « faire bouger », Walentynowicz avait été éliminée de la direction régionale du syndicat, au printemps 1981 déjà, sous la pression de Lech Walesa, pour s'être opposée à la politique de compromis avec le pouvoir bureaucratique. Aujourd'hui aussi, l'initiative de Walentynowicz dérange visiblement certains cercles dirigeants de Solidarité, comme en témoigne le silence presque complet qui entoure la protestation de Biezanow dans la presse directement contrôlée par la direction clandestine de Solidarité.

Dans leur bulletin du 3 mai 1985, les grévistes de la faim de Biezanow expliquent que leur action vise à faire cesser la persécution et l'emprisonnement de citoyens pour leurs convictions, les violences physiques et les pressions psychologiques appliquées aux détenus, ainsi que les licenciements de travailleurs pour des raisons politiques. Ils protestent contre les menaces constantes de répression proférées par le pouvoir et contre la baisse brutale du niveau de vie qui menace l'existence biologique du peuple, contre les attaques de la propagande officielle à l'égard de l'Eglise et des valeurs chrétiennes. Ils exigent que les principes constitutionnels de l'Etat polonais soient respectés, en particulier la liberté de parole et l'indépendance devant les tribunaux.

Les grévistes de la faim souscrivent au « Testament de la Pologne combattante », du 1er juillet 1945, document qu'ils revendiquent comme héritage politique et qu'ils considèrent comme leur guide. Il s'agit de la dernière déclaration du Conseil d'unité nationale, une espèce de parlement de l'« Etat clandestin » qui existait sous l'occupation nazie, dominé par la gauche socialiste et populiste et qui assurait la direction politique de la résistance. Adopté aux débuts du pouvoir stalinien, le « Testament » demandait que soit mis fin à la domination de l'URSS sur la Pologne, ainsi que des élections li-

bres avec la participation de tous les partis démocratiques, pour instaurer un système régi par les principes suivants : « La pleine autogestion territoriale, socio-économique, et dans le domaine de la culture et de l'enseignement ; la socialisation de la grande propriété capitaliste et un juste partage du revenu national ; la cogestion et le contrôle de l'ensemble de l'économie nationale par les masses travailleuses, ainsi que des conditions matérielles assurant la subsistance de la famille et le développement culturel de l'individu ; la liberté de la classe ouvrière de lutter pour ses droits dans le cadre d'un mouvement syndical libre ; la mise en œuvre d'une réforme agraire. »

Le 22 juillet, fête officielle commémorant l'instauration du pouvoir stalinien en Pologne en 1944, une manifestation publique s'est déroulée à Biezanow, avec Walentynowicz à sa tête et avec la participation de partisans de Solidarité de diverses villes, brandissant des drapeaux syndicaux. Les manifestants ont rendu hommage à la mémoire des ouvriers assassinés à Poznan en 1956 et sur le littoral de la Baltique en 1970. Ils ont également rendu hommage aux milliers d'officiers polonais exterminés à Katyn par la police politique soviétique au début de la Deuxième Guerre mondiale, et aux combattants de la résistance antinazie disparus après la guerre dans l'« archipel du Goulag ».

Selon un communiqué de Solidarité de Cracovie, publié le 12 août, 351 hommes et femmes, ouvriers, paysans et intellectuels, venant de 39 villes et villages de 11 régions du pays, avaient participé à la grève jusqu'à cette date. 74 commissions clandestines d'entreprise de Solidarité de nombreuses régions, y compris celles de l'aciérie Lénine de Nowa Huta et de l'université des Jagellons de Cracovie, ont exprimé leur soutien. Des leaders syndicaux comme Andrzej Slowik, Grzegorz Palka et Jerzy Kropiwnicki de Lodz, Marian Jurczyk de Szczecin, Andrzej Gwiazda de Gdansk, Seweryn Jaworski de Varsovie, ont rendu visite aux grévistes. Ils ont reçu un message de soutien de Kornel Morawiecki, leader de l'organisation Solidarité

(suite à la page 27)